

MA FAMILLE

MON ARGENT

MON ACTIVITÉ
PROFESSIONNELLE

MES BIENS



ASSURANCE MULTIRISQUE

MOTO

CONDITIONS GÉNÉRALES



Contrat Moto Assurance Multirisque

réf. MO102004

TABLEAU DES FORMULES DE GARANTIES ET DES GARANTIES OPTIONNELLES

	pages	TIERS SIMPLE	TIERS MAXI	TIERCE COLLISION	TOUS RISQUES
GARANTIES DE BASE					
Responsabilité civile/ Défense	9	●	●	●	●
Recours	12	●	●	●	●
Dommages corporels du conducteur Niveau 1 ou Niveau 2	14	●	●	●	●
Assistance de base	26	●	●	●	●
Vol	16		●	●	●
Incendie, Explosion, Attentat	17		●	●	●
Evénements climatiques	17		●	●	●
Catastrophes naturelles	17		●	●	●
Bris de glace	17			●	●
Tierce collision	18			●	●
Dommages tous accidents	18				●
Équipement Motard	19			●	●
GARANTIES OPTIONNELLES					
Accessoires hors série	20		●	●	●
Tranquillité au quotidien					
Assistance panne à 0 km	30	●	●	●	●
Véhicule de remplacement	30			●	●
Tranquillité financière					
Indemnisation + de votre véhicule	20			●	●
Réparations +	20	●	●		
Défense Juridique du motard	21	●	●	●	●

TABLEAU DES FORMULES DE GARANTIES ET DES GARANTIES OPTIONNELLES	p. 3
CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR	p. 6
CE QUE VOUS DEVEZ FAIRE EN CAS DE SINISTRE	p. 8
LES GARANTIES RESPONSABILITÉ CIVILE-DÉFENSE	p. 9
LA GARANTIE RECOURS	p. 12
LES GARANTIES DOMMAGES CORPORELS DU CONDUCTEUR	p. 14
LES GARANTIES DOMMAGES AU VÉHICULE ASSURÉ	p. 16
■ Vol	p. 16
■ Incendie Explosion Attentat	p. 17
■ Événements climatiques	p. 17
■ Catastrophes naturelles	p. 17
■ Bris de glace	p. 17
■ Tierce collision	p. 18
■ Dommages tous accidents	p. 18
LA GARANTIE ÉQUIPEMENT MOTARD	p. 19
LES GARANTIES DOMMAGES COMPLÉMENTAIRES (en option)	p. 20
■ Accessoires hors série	p. 20
■ Indemnisation + de votre véhicule	p. 20
■ Réparations +	p. 20

LA GARANTIE DÉFENSE JURIDIQUE DU MOTARD (en option)	p. 21
LES GARANTIES D'ASSISTANCE DE BASE	p. 26
LES GARANTIES D'ASSISTANCE COMPLÉMENTAIRES (en option)	p. 30
■ Assistance panne à 0 kilomètre	p. 30
■ Véhicule de remplacement	p. 30
COMMENT SEREZ-VOUS INDEMNISÉ ?	p. 31
LES EXCLUSIONS COMMUNES À TOUTES LES GARANTIES DU CONTRAT	p. 33
LE CONDUCTEUR DU VÉHICULE ASSURÉ	p. 35
LA VIE DE VOTRE CONTRAT	p. 36
■ Formation de votre contrat	p. 36
■ La déclaration du risque	p. 36
■ Votre cotisation	p. 37
■ Durée de votre contrat	p. 37
■ Dispositions diverses	p. 39
VOTRE COEFFICIENT BONUS/MALUS	p. 41
LES CLAUSES LÉGALES (Bonus/Malus, Catastrophes Naturelles, Fonctionnement des garanties "Responsabilité civile" dans le temps)	p. 42
LEXIQUE	p. 48

CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR

Pour être bien assuré

Vous devez au minimum assurer les dommages que votre véhicule est susceptible de causer aux autres, c'est-à-dire à un autre automobiliste, à un passager, à un piéton, un cycliste...

Cette assurance est obligatoire depuis 1958 (pour plus de renseignements reportez-vous à la page 9).

Vous pouvez choisir d'assurer les détériorations, ou certaines d'entre elles, que peut subir votre véhicule, ses accessoires hors série, en souscrivant les garanties dommages prévues à cet effet (pour plus de renseignements reportez-vous aux pages 16 à 20).

Vous devez également savoir que les dommages corporels du conducteur ne sont jamais garantis lorsqu'il est responsable s'il n'a pas souscrit d'assurance spéciale. Pour cette raison nous avons choisi d'inclure dans toutes nos formules des garanties dommages corporels du conducteur qui permettent à celui-ci de bénéficier d'indemnités s'il est responsable ou d'une aide financière s'il n'est pas responsable (pour plus de renseignements reportez-vous aux pages 14 et 15).

Sur les pays dans lesquels vous êtes garanti

Vous bénéficiez des garanties de votre contrat :

- en France métropolitaine, dans les Départements et Territoires d'Outre-mer
- au cours de déplacements effectués :
 - dans les pays de l'Union européenne et dans les États suivants : Vatican, Saint-Marin, Liechtenstein,
 - dans les principautés d'Andorre et de Monaco,
 - et aussi dans les pays mentionnés et non rayés sur la carte verte*.

Tout déplacement à l'étranger ou dans un département ou territoire d'outre-mer d'une durée supérieure à 3 mois doit nous être signalé, faute de quoi vous vous exposez à des difficultés en cas de sinistre.

Les garanties que vous avez choisies vous sont également acquises lorsque le véhicule est transporté par air ou par eau entre deux pays où nos garanties sont accordées.

* Cf lexique

Conseils réparations : si vous êtes entièrement responsable ...

...d'un accident de la circulation garanti par nos soins et que vous n'avez pas souscrit la garantie «Dommages tous accidents» ou «Tierce collision», vous ne pouvez bénéficier d'aucune indemnisation pour votre véhicule.

Nous vous offrons la possibilité de faire expertiser votre véhicule endommagé par un de nos experts, dans un garage recommandé par nos soins. Il vous conseillera en matière de réparations.

Si vous voulez vendre votre véhicule

Vous devez, dans les 15 jours suivant la vente, adresser au Commissaire de la République (Préfecture) de votre département une déclaration l'informant de cette vente, en indiquant notamment l'identité et le domicile du nouveau propriétaire. Un exemplaire de cette déclaration (certificat de vente) est remis à l'acheteur.

Vous devez également, avant de remettre la carte grise au nouveau propriétaire, y porter la mention "Vendu le..." suivie de la date et de votre signature.

Vous devez immédiatement nous informer, par lettre recommandée, de cette vente en nous adressant les pièces justificatives ainsi que le certificat et l'attestation d'assurance (carte verte*); le lendemain à zéro heure du jour de la vente, le véhicule n'est plus assuré par votre contrat.

Vous prendrez soin d'exiger de votre acheteur le paiement du véhicule par chèque de banque*.

Si vous souhaitez modifier votre contrat

Prenez contact avec votre conseiller ou informez-nous par lettre recommandée des modifications à apporter à votre contrat. Si nous ne refusons pas votre demande de modification dans les 10 jours de sa réception, vous pouvez la considérer acceptée.

En cas de prêt de votre véhicule (Prêt de guidon)

S'il est précisé sur votre fiche personnalisée d'assurance (Conditions particulières) que votre véhicule ne peut être conduit que par la (ou les) personne(s) désignée(s) sur cette fiche, en cas de prêt du véhicule (prêt de guidon) vous vous exposez aux sanctions mentionnées page 33.

Sur nos obligations respectives

Nous devons :

- A chaque échéance vous informer
 - du montant de votre cotisation,
 - de la date de son règlement.
- Régler les sinistres garantis.
- Réaliser les prestations convenues, dans les conditions prévues par votre contrat.

Vous devez :

- A la souscription du contrat répondre avec exactitude aux questions posées dans les documents de souscription.
- En cours de contrat Nous signaler par lettre recommandée et dans les 15 jours où vous en avez connaissance, tout élément nouveau susceptible de modifier le risque que vous nous avez demandé d'assurer (pour plus de renseignements reportez-vous page 34).
- Régler vos cotisations aux dates convenues.
- Nous déclarer les sinistres dans les délais et conditions prévus page 8.

EN CAS DE DIFFICULTÉS

Concernant la nature et l'étendue de nos garanties, les particularités de votre contrat, les démarches à effectuer... votre conseiller est à votre disposition pour répondre à toutes vos questions.

CE QUE VOUS DEVEZ FAIRE EN CAS DE SINISTRE

Votre déclaration

Vous devez nous déclarer le sinistre dès que vous en avez connaissance et au plus tard :

- dans les 2 jours ouvrés en cas de vol,
- dans les 10 jours en cas de catastrophes naturelles,
- dans les 5 jours ouvrés dans tous les autres cas.

Votre déclaration doit nous être confirmée par écrit dans les délais précisés ci-dessus et vous devez notamment nous indiquer :

- la date, l'heure et le lieu précis du sinistre,
- la nature et les circonstances exactes de celui-ci,
- ses causes et conséquences connues ou présumées,
- les nom et adresse du conducteur ou de l'auteur du sinistre, des victimes, des témoins éventuels,
- la marque et le numéro d'immatriculation du ou des véhicules en cause,
- les coordonnées de l'autorité de police ou de gendarmerie ayant le cas échéant effectué un constat ou un procès-verbal,
- les garanties souscrites pour les mêmes risques auprès d'autres assureurs.

Si vous ne respectez pas ces délais, sauf cas fortuit ou de force majeure, nous serons en droit de refuser la prise en charge du sinistre, c'est-à-dire d'appliquer la déchéance*, si ce retard nous a causé un préjudice.

Cette déchéance n'est pas opposable aux victimes.

Vous devez, par ailleurs, faire tout ce qui est en votre pouvoir pour limiter les conséquences du sinistre, sauver les objets assurés et veiller ensuite à leur conservation.

En cas de dommages causés à autrui

Vous ou la personne assurée, devez nous transmettre dès réception, tous documents que vous recevez en rapport avec le sinistre.

Tout retard apporté à la transmission de ces documents peut avoir des conséquences sur les conditions d'exercice de nos garanties et nous pouvons dans un tel cas vous réclamer une indemnité correspondant au préjudice que votre négligence nous aura causé.

Vous ou la personne assurée ne devez accepter aucune reconnaissance de responsabilité ni transiger sans notre accord avec la ou les personnes concernées.

Nous ne serons pas engagés par une telle reconnaissance de responsabilité ou une telle transaction.

En cas d'action en justice nous assumons votre représentation ou celle de la personne assurée et dirigeons le procès.

En cas de vol, de tentative de vol, de vandalisme

Vous devez immédiatement déposer plainte auprès de la gendarmerie ou des autorités de police et nous transmettre le récépissé de dépôt de plainte.

Vous devez répondre avec exactitude aux questions qui vous seront posées et nous transmettre tous les documents qui vous seront réclamés (carte grise, clés du véhicule, certificat de non gage, factures...).

Vous devez immédiatement nous avertir lorsque votre véhicule ou les biens volés sont retrouvés.

En cas de dommages subis par le véhicule assuré

Vous devez nous faire connaître l'endroit précis où ces dommages peuvent être constatés.

Vous devez attendre leur vérification par nos soins pour faire procéder aux réparations.

Vous devez nous adresser toutes les pièces justificatives qui vous seront réclamées pour le règlement.

En cas de blessures ou de décès

Vous devez nous adresser toutes les pièces justificatives réclamées pour la gestion et le règlement de votre dossier.

En cas de sinistre survenu à l'étranger

Nous attirons particulièrement votre attention sur les points suivants (en plus des obligations ci-dessus) :

- Relevez et notez très précisément
 - la date, l'heure et le lieu précis du sinistre,
 - les coordonnées de votre adversaire : ses nom, prénom, adresse, le numéro d'immatriculation de son véhicule, sa compagnie d'assurance et son numéro de police.
- Si votre adversaire fait preuve de mauvaise volonté, n'hésitez pas à faire appel aux autorités locales et prenez soin de relever précisément leurs coordonnées.
- Réclamez des justificatifs de tous les frais engagés à la suite du sinistre (remorquage, dépannage...).

ATTENTION : si vous ou la personne assurée faites intentionnellement une fausse déclaration sur la nature, les causes, circonstances et conséquences d'un sinistre, nous serons en droit de refuser sa prise en charge, c'est-à-dire d'appliquer la déchéance*.
Cette déchéance n'est pas opposable aux victimes.

* Cf lexique

LES GARANTIES RESPONSABILITÉ CIVILE – DÉFENSE

La garantie Responsabilité civile

C'est l'assurance automobile minimum que vous devez souscrire : **elle est obligatoire.**

Le montant de cette garantie est illimité pour les dommages corporels.

Il est limité à 100 millions d'euros pour les dommages matériels.

La garantie est déclenchée par le "fait dommageable" (cf définition page 43).

SON RÔLE : permettre aux victimes d'accidents ou à leurs proches de percevoir des indemnités.

UN EXEMPLE : en conduisant votre moto, vous heurtez un piéton : celui-ci est gravement blessé.

Votre responsabilité étant engagée, cette garantie permettra de lui rembourser ses pertes de revenus, ses frais d'hospitalisation, de compenser financièrement son handicap physique éventuel ; nous nous chargeons de toutes les démarches et du règlement des indemnités.

Cette garantie permet de compenser financièrement les dommages matériels et corporels subis par les autres (les tiers) lorsque votre responsabilité (ou celle des personnes assurées) est engagée à la suite :

- d'accident, incendie ou explosion causés par le véhicule assuré, les accessoires et produits servant à son utilisation, les objets et substances qu'il transporte,
- de la chute de ces accessoires, objets, substances ou produits.

Qui est couvert par cette garantie ?

Cette assurance permet de prendre en charge les conséquences de la responsabilité des personnes suivantes :

- Vous,
- le propriétaire du véhicule assuré lorsque la carte grise de celui-ci n'est pas à votre nom,
- le conducteur et/ou le gardien* du véhicule assuré,
- les passagers du véhicule assuré.

Lorsque le véhicule assuré est utilisé sans votre accord ou contre votre gré, nous demanderons à l'utilisateur de nous rembourser les indemnités que nous aurons versées aux victimes.

Par ailleurs, les garagistes et d'une façon générale les professionnels de la réparation, de la vente, du contrôle de l'automobile, leurs préposés, leurs passagers, ne sont pas garantis lorsque le véhicule leur est confié en raison de leur activité car leur profession est soumise à une obligation d'assurance particulière. Cette non garantie s'applique également au conducteur ou au gardien du véhicule assuré confié à un professionnel de l'automobile.

La garantie Défense

SON RÔLE : vous défendre (ainsi que les personnes assurées) à l'amiable ou devant les tribunaux à la suite d'un accident susceptible de mettre en jeu la garantie Responsabilité civile.

UN EXEMPLE : vous avez heurté un piéton ; comme nous vous l'avons précisé nous réglerons ses dommages et en outre :

Nous interviendrons de la façon suivante :

- Nous vous informerons de vos droits et de vos obligations.
- Nous prendrons en charge les frais de constitution de dossier (enquêtes, procès verbaux de police ou de gendarmerie, constats d'huissier, etc).
- Nous nous engageons à vous défendre à nos frais.
- Nous répondrons aux réclamations qui vous seront adressées.

Qui est couvert par cette garantie ?

Toutes les personnes dont nous garantissons la responsabilité bénéficient, dans les mêmes conditions, de la garantie Défense à l'exception :

- des personnes poursuivies pour conduite en état alcoolique* ou sous l'emprise de stupéfiants* ou pour délit de fuite,
- des personnes utilisant votre véhicule sans votre accord ou contre votre gré.

Le remboursement des amendes qui constituent une peine que la loi interdit d'assurer n'est jamais couvert.

* Cf lexique

Extensions de la garantie Responsabilité Civile

Certaines circonstances échappant à l'obligation d'assurance, nous avons prévu des garanties complémentaires afin que votre contrat vous protège efficacement.

Nous garantissons également :

La responsabilité de l'enfant mineur

C'est-à-dire la responsabilité que votre enfant mineur ou l'enfant mineur de votre conjoint* peut encourir, lorsqu'il conduit le véhicule assuré à l'insu de ses parents. Cette garantie s'exerce que le mineur soit titulaire ou non du permis de conduire en état de validité.

Les dommages subis par le véhicule assuré et les objets qu'il transporte sont exclus.

L'Aide bénévole

C'est-à-dire :

- la responsabilité qui peut vous incomber en raison des dommages subis par des personnes qui vous auraient prêté bénévolement leur concours à l'occasion de la circulation du véhicule assuré,
- ou la responsabilité que ces personnes peuvent encourir à l'occasion de cette assistance,
- ou la responsabilité qui peut vous incomber en raison des dommages causés à toute personne à laquelle vous prêtez bénévolement votre concours à l'aide d'un véhicule assuré.

Les opérations de remorquage sont exclues.

La responsabilité du propriétaire du véhicule assuré

C'est-à-dire la responsabilité civile que le propriétaire du véhicule assuré peut encourir en raison des dommages corporels subis par le conducteur autorisé à la suite d'un accident imputable à une défaillance mécanique du véhicule faisant l'objet d'un entretien régulier.

La responsabilité du moniteur de moto-école et la responsabilité de l'élève conducteur

C'est-à-dire la responsabilité civile que le moniteur de moto-école peut encourir en raison des dommages corporels causés à l'élève conducteur lorsque ce dernier conduit le véhicule assuré et la responsabilité civile que l'élève peut encourir en raison des dommages corporels causés au moniteur dans l'exercice de ses fonctions.

Ce qui n'est pas couvert par la garantie Responsabilité Civile

Exclusions

Outre les exclusions citées page 32, ne sont pas garantis les dommages subis par :

- Le conducteur du véhicule assuré.
- Les immeubles, choses ou animaux loués ou confiés à n'importe quel titre au conducteur du véhicule assuré.
Toutefois nous garantissons la responsabilité que le conducteur peut encourir du fait des dégâts d'incendie ou d'explosion causés à l'immeuble dans lequel le véhicule assuré est garé.
- Les salariés ou préposés* de l'assuré pendant leur service (dommages matériels et corporels) dans les conditions prévues par l'Art. R 211-8 d du Code des Assurances*.
- Les marchandises et objets transportés, sauf ceux concernant les vêtements des personnes transportées lorsque leur détérioration est l'accessoire d'un accident corporel.
- Les passagers:
 - Lorsque leur nombre est supérieur à 1 en plus du conducteur pour les 2 Roues.
 - Lorsque leur nombre dépasse celui des places prévues par le constructeur pour les 3 ou 4 Roues : side-car, quad, triporteur (la présence d'un enfant de moins de 5 ans dans un side-car ou un triporteur n'implique pas le dépassement de cette limite).
- Les auteurs ou complices du vol du véhicule assuré.

* Cf lexique

Sauvegarde des droits des victimes

Ne sont pas opposables aux victimes ou à leurs ayants droit :

- Les déchéances, à l'exception de la suspension régulière de la garantie pour non paiement de votre cotisation.
- La réduction d'indemnité prévue à la page 34 en cas de déclaration inexacte ou incomplète du risque.
- Les exclusions portant sur :
 - le défaut ou la non validité du permis de conduire (page 33),
 - le transport de matières inflammables, explosives, corrosives ou comburantes (page 32),
 - les épreuves, courses, compétitions ou leurs essais (page 32),
 - le transport de sources de rayonnements ionisants (page 32),
 - le transport des passagers dans des conditions de sécurité insuffisantes (page 10).

Dans tous ces cas, nous indemniserons les victimes ou leurs ayants droit pour le compte du(des) responsable(s) et nous exercerons ensuite contre celui-ci (ceux-ci), une action en remboursement de toutes les sommes versées ou mises en réserve à sa (à leur) place.

Lorsque nous invoquons une exception de garantie légale ou contractuelle, nous sommes néanmoins tenus de présenter à la victime une offre d'indemnité telle que prévue par les Articles L 211-8 à L 211-17 du Code des Assurances.

La garantie Recours

SON RÔLE : vous permettre ainsi qu'aux personnes assurées d'obtenir la réparation des dommages matériels ou corporels subis à la suite d'un accident de la circulation impliquant le véhicule assuré et engageant la responsabilité de l'adversaire des personnes assurées.

UN EXEMPLE : en conduisant votre moto, à la suite d'un accident engageant la responsabilité de votre adversaire vous êtes blessé et/ou votre véhicule est endommagé.

Nous interviendrons de la façon suivante :

- nous vous informerons et vous conseillerons sur vos droits mais aussi sur vos obligations,
- nous prendrons en charge les frais de constitution de votre dossier (enquêtes, procès verbaux de police ou de gendarmerie, constats d'huissier...),
- nous prendrons en charge les frais et honoraires des experts que nous désignerons afin d'évaluer vos dommages,
- nous présenterons à l'amiable avec votre accord votre réclamation au(x) responsable(s) des dommages,
- lorsqu'un refus est opposé à la réclamation dont vous êtes l'auteur ou le destinataire et si votre adversaire est assisté ou représenté par un avocat vous devez être défendu dans les mêmes conditions dès que vous ou nous en sommes informés. Vous avez alors le libre choix de votre avocat,
- en cas de nécessité de défendre l'affaire devant les tribunaux, nous prenons en charge les frais et honoraires, taxes comprises, de l'avocat que vous avez choisi pour vous assister ou vous représenter dans les limites prévues dans le tableau ci-après,
- nous prenons également en charge le coût des auxiliaires de justice auxquels il est nécessaire de faire appel.

Pour toute réclamation concernant des dommages consécutifs à un sinistre dont le montant est inférieur à 1 235 €, nous exercerons un recours amiable à l'exclusion de tout recours par voie judiciaire.**

Autres dispositions

LE LIBRE CHOIX DE VOTRE DÉFENSEUR

Vous avez la liberté de choisir un avocat ou toute autre personne qualifiée par la législation ou réglementation en vigueur :

- dès la survenance d'un sinistre, c'est-à-dire en cas de refus opposé à votre réclamation,
- lorsque la défense de vos intérêts justifiera une procédure judiciaire ou administrative,
- en cas de conflit d'intérêt entre vous et nous, notamment lorsque nous serons en même temps assureur du responsable.

Dans ces cas nous vous rembourserons les frais et honoraires, taxes comprises, de votre avocat dans les limites prévues dans le tableau ci-après.

** Ce seuil n'est pas indexé et sera susceptible d'actualisation selon les évolutions en la matière

Si vous ne connaissez pas d'avocat, nous pouvons sur votre demande écrite, vous en proposer un.

En cas de procédure judiciaire ou administrative, si nous intervenons au titre de la garantie Responsabilité Civile et si vos intérêts et les nôtres sont communs, vous ne bénéficierez pas du libre choix d'un avocat ou de toute autre personne.

Le coût des consultations, démarches ou actes de procédure qui auraient pu être réalisés sans notre accord demeurera à votre charge, sauf si vous justifiez de l'urgence de les avoir demandés.

SOMMES ALLOUÉES PAR LE JUGE POUR FRAIS DE PROCÈS

Le juge peut condamner le perdant à payer au gagnant une somme en compensation des dépenses exposées par lui dans l'instance judiciaire (telles que les frais et honoraires d'avocat), non comprises dans les dépens (article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile ou ses équivalents devant les autres juridictions).

Si vous êtes condamné à verser cette somme à votre adversaire dans un procès que nous vous avons conseillé d'engager contre lui, nous vous la remboursons. Dans les autres cas elle reste à votre charge.

Si vous gagnez le procès et obtenez une indemnité à ce titre, celle-ci vous revient prioritairement à hauteur des dépenses restées à votre charge. En cas d'excédent, vous vous engagez à nous la reverser à concurrence des frais de procédure que nous avons engagés.

SUBROGATION

Concernant les condamnations financières mises à la charge de l'adversaire, il est expressément convenu que nous sont acquises, par subrogation dans les droits de l'assuré, les sommes recouvrées au titre des dépens (frais d'expertise judiciaire, frais d'avoué etc...) dont nous avons fait l'avance.

ARBITRAGE

En cas de désaccord entre vous et nous sur les mesures à prendre pour régler un différend avec un tiers, cette difficulté peut être soumise à l'appréciation d'un arbitre désigné d'un commun accord ou, à défaut, par le Tribunal de Grande Instance statuant en référé. Les frais exposés pour la mise en œuvre de cette faculté sont à notre charge. Toutefois, le Président du Tribunal de Grande Instance peut en décider autrement si vous utilisez cette faculté dans des conditions abusives.

Si vous engagez à vos frais une action en justice et obtenez une solution plus favorable que celle qui vous avait été proposée par nous ou par l'arbitre, nous vous rembourserons les frais exposés pour l'exercice de cette action, dans les limites prévues dans le tableau ci-après.

Qui bénéficie de la garantie recours ?

- Vous, le propriétaire du véhicule assuré, le conducteur (ou le gardien*) autorisé du véhicule assuré,
- leurs conjoint*, ascendants et descendants.

Exclusions

Ne sont pas garantis les recours contre les personnes assurées au titre de la garantie «Responsabilité Civile»

* Cf lexique

LA GARANTIE RECOURS

LE PAIEMENT DES FRAIS ET HONORAIRES

Les honoraires de l'avocat sont déterminés entre vous et lui. Sauf cas d'urgence, vous devrez lui demander une convention d'honoraires.

Le remboursement s'effectue dans les 15 jours à compter de la réception de la décision rendue et des factures acquittées de l'avocat.

Les frais inhérents à la gestion d'un dossier (frais de téléphone, de déplacement etc...) sont inclus dans les honoraires que nous réglons.

Le montant des frais et honoraires est pris en charge dans les limites prévues dans le tableau ci-après.

PLAFOND DE REMBOURSEMENT DES FRAIS ET HONORAIRES DE L'AVOCAT CHOISI PAR L'ASSURÉ DANS LE CADRE DE LA GARANTIE RECOURS

NATURE DE LA PRESTATION	PLAFOND TTC **
PAR INTERVENTION	
■ Présentation d'une requête/rédaction d'une plainte avec constitution de partie civile	343 €
■ Première assistance à expertise ou à une instruction y compris compte-rendu	469 €
■ Assistance ultérieure à expertise ou à instruction y compris compte-rendu	313 €
■ Assistance à expertise médicale y compris compte-rendu	313 €
■ Médiation pénale ou civile	677 €
■ Assistance devant une commission	313 €
■ Consultation seule (si urgence)	156 €
■ Suivi amiable (y compris consultations)	364 €
■ Bonus pour transaction amiable aboutie	156 €
■ Transaction aboutie par avocat après assignation au fond : 100 % de l'honoraire correspondant à la juridiction compétente	
■ Transaction aboutie hors avocat après assignation au fond : 50 % de l'honoraire correspondant à la juridiction compétente	
■ Recours devant le premier Président de la Cour d'appel	624 €
■ Démarches au greffe ou au Parquet, obtention du PV	130 €
PAR DÉCISION	
■ Référé en demande	521 €
■ Référé en défense	469 €
■ Ordonnance du juge de la mise en état	469 €
■ Juge de l'exécution	507 €
■ Juge de proximité	677 €
■ Tribunal pour enfants	677 €
■ Ordonnance du juge d'instruction et chambre de l'instruction	469 €
■ Tribunal de police et Tribunal correctionnel sans constitution de partie civile	521 €
■ Juridiction avec constitution de partie civile dont Tribunal de police et Tribunal correctionnel	793 €
■ CIVI et CRCI (commission régionale de conciliation et d'indemnisation d'accidents médicaux etc...)	624 €
■ Cour d'assises	1 040 € par journée
■ Tribunal d'instance	677 €
■ Tribunal de grande instance	861 €
■ Tribunal de commerce	844 €
■ Tribunal administratif	898 €
■ Autres juridictions de premier degré françaises ou étrangères	700 €
■ Question prioritaire de constitutionnalité	507 €
■ Appel d'une ordonnance de référé	624 €
■ Cour d'appel administrative ou judiciaire	941 €
■ Postulation Cour d'appel	598 €
■ Recours contre une décision de premier degré devant une juridiction étrangère	937 €
■ Cour de cassation	
■ Conseil d'état	2 393 €
■ Juridictions Européennes	1 665 €

Le montant total de notre intervention, taxes comprises, par événement, c'est-à-dire par sinistre mettant en jeu la garantie RECOURS, ne peut excéder 16 000 €.**

Insolvabilité du tiers responsable

Si le tiers* responsable des dommages matériels occasionnés

** Ces plafonds sont susceptibles d'actualisation.

* Cf lexique

à votre véhicule est identifié mais non assuré et insolvable, nous vous remboursons la franchise de la garantie dommages au véhicule mise en jeu.

L'insolvabilité sera établie si le tiers responsable ne donne pas suite dans les 30 jours de son envoi à notre demande de paiement.

LES GARANTIES DOMMAGES CORPORELS DU CONDUCTEUR

LE RÔLE DES GARANTIES DOMMAGES CORPORELS DU CONDUCTEUR :

après un accident garanti, permettre au conducteur assuré ou à ses proches (en cas de blessures ou de décès consécutifs à cet accident) de percevoir :

- une aide financière immédiate,
- des indemnités s'il est responsable,
- des avances de fonds s'il ne l'est pas.

UN EXEMPLE : au guidon de votre moto vous êtes blessé à la suite d'un accident garanti.

Qui est couvert par ces garanties ?

C'est la personne conduisant le véhicule assuré avec votre autorisation (ou celle de votre conjoint*), celle du propriétaire, du locataire ou de leur conjoint*.

Exclusions

Les garanties ne jouent pas lorsque le conducteur perçoit un salaire, un traitement et qu'il est victime d'un accident de travail, de service, de trajet-travail et vice versa, puisqu'il est protégé par une législation particulière.

Garantie premier secours

Nous versons immédiatement (sur présentation d'un justificatif) une avance de 3 100 € au conducteur (ou à ses proches) en cas de :

- blessures de celui-ci entraînant une **hospitalisation supérieure à 20 jours consécutifs**,
- décès.

Cette avance sera déduite des sommes dues au titre de la garantie Dommages Corporels du Conducteur ou des sommes versées par le responsable de l'accident ou l'organisme qui lui est substitué.

Garantie dommages corporels du conducteur - niveau 1

Fonctionnement de la garantie

■ Si le conducteur assuré est entièrement responsable de l'accident, nous lui versons (ou à ses ayants droit) les montants garantis ci-après ; ces sommes restent acquises au conducteur assuré ou à ses ayants droit.

■ Si le conducteur assuré n'a aucune responsabilité dans l'accident, nous lui versons (ou à ses ayants droit) A TITRE D'AVANCE SUR RECOURS, des provisions dont le montant total ne peut excéder les montants garantis ci-après.

Nous récupérons les avances sur recours versées, auprès du responsable ou de l'organisme qui lui est substitué.

■ Si le conducteur assuré est partiellement responsable de l'accident, nous lui versons (ou à ses ayants droit) :

- les montants garantis ci-après dans la proportion du taux de responsabilité mis à sa charge ; ces sommes restent acquises au conducteur assuré ou à ses ayants droit,
- des avances sur recours dont le montant cumulé à celui de l'indemnité ci-dessus ne peut excéder les montants garantis ci-après.

Nous récupérons les avances sur recours versées, auprès du responsable ou de l'organisme qui lui est substitué.

Les montants garantis

EN CAS DE BLESSURES DU CONDUCTEUR :

- Un capital invalidité de 13 400 € à 660 000 € selon le taux d'invalidité permanente* qui subsiste après consolidation. Ce taux d'invalidité est fixé par un expert médical conformément aux méthodes d'évaluation pratiquées en droit commun. En cas de désaccord, il est fait application de la procédure d'arbitrage prévue page 29.

Le capital correspondant au taux d'invalidité est indiqué dans le tableau ci-après.

Si le taux d'invalidité permanente est inférieur ou égal à 10 %, IL N'Y A PAS DE VERSEMENT DE CAPITAL.

- Une majoration de 25 % du capital prévu ci-après si l'assistance d'une tierce personne est nécessaire à l'assuré à la suite des blessures résultant de l'accident.
- Le remboursement dans la limite de 4 600 € :
 - des frais médicaux, pharmaceutiques, chirurgicaux, d'hospitalisation, de prothèse, d'appareillage, d'optique, de transport nécessités par les blessures de l'assuré et restés à sa charge après intervention de la sécurité sociale et/ou de tout autre régime de prévoyance,
 - des frais d'assistance psychologique nécessités par l'état de l'assuré en raison de la gravité de l'accident et restés à sa charge après intervention de la sécurité sociale et/ou de tout autre régime de prévoyance.
- Le remboursement dans la limite de 3 000 €, des frais de diagnostic et d'études engagés pour aménager le domicile de l'assuré, en cas de perte d'autonomie de ce dernier constatée après consolidation par l'expert médical.

* Cf lexique

LES GARANTIES DOMMAGES CORPORELS DU CONDUCTEUR

Montant de la garantie selon le taux d'invalidité permanente* - niveau 1

Taux	Montant du capital garanti	Taux	Montant du capital garanti
11%	13 400 €	56%	143 000 €
12%	15 400 €	57%	146 800 €
13%	17 400 €	58%	150 600 €
14%	19 400 €	59%	154 400 €
15%	21 400 €	60%	158 200 €
16%	23 400 €	61%	162 000 €
17%	25 400 €	62%	165 800 €
18%	27 400 €	63%	169 600 €
19%	29 400 €	64%	173 400 €
20%	31 400 €	65%	177 200 €
21%	33 400 €	66%	181 000 €
22%	35 400 €	67%	184 800 €
23%	37 400 €	68%	188 600 €
24%	39 400 €	69%	192 400 €
25%	41 400 €	70%	200 000 €
26%	43 400 €	71%	207 600 €
27%	45 400 €	72%	215 200 €
28%	47 400 €	73%	222 800 €
29%	49 400 €	74%	230 400 €
30%	51 400 €	75%	238 000 €
31%	53 400 €	76%	245 600 €
32%	55 400 €	77%	253 200 €
33%	57 400 €	78%	260 800 €
34%	59 400 €	79%	268 400 €
35%	63 200 €	80%	276 000 €
36%	67 000 €	81%	283 600 €
37%	70 800 €	82%	291 200 €
38%	74 600 €	83%	298 800 €
39%	78 400 €	84%	306 400 €
40%	82 200 €	85%	328 400 €
41%	86 000 €	86%	350 400 €
42%	89 800 €	87%	372 400 €
43%	93 600 €	88%	394 400 €
44%	97 400 €	89%	416 400 €
45%	101 200 €	90%	438 400 €
46%	105 000 €	91%	460 400 €
47%	108 800 €	92%	482 400 €
48%	112 600 €	93%	504 400 €
49%	116 400 €	94%	526 400 €
50%	120 200 €	95%	548 400 €
51%	124 000 €	96%	570 400 €
52%	127 800 €	97%	592 400 €
53%	131 600 €	98%	614 400 €
54%	135 400 €	99%	636 400 €
55%	139 200 €	100%	660 000 €

EN CAS DE DÉCÈS DU CONDUCTEUR :

- Pour le conjoint* non séparé de corps de l'assuré, un capital de 80 000 €.
- Pour chacun des enfants célibataires et de moins de 21 ans de l'assuré, un capital égal à 460 € multiplié par le nombre de mois séparant la date du décès de l'assuré de la date du 21^{ème} anniversaire de chacun des enfants.
- Le remboursement dans la limite de 3 100 € à la personne qui justifie en avoir fait l'avance, des frais de transport du corps de l'assuré décédé et des frais funéraires.

Lorsque l'assuré décède des suites de ses blessures après avoir reçu une indemnité au titre de l'invalidité permanente, les bénéficiaires reçoivent les sommes prévues ci-dessus diminuées de cette indemnité.

Garantie dommages corporels du conducteur - niveau 2

Les principes de fonctionnement de cette garantie sont les mêmes que pour la garantie Dommages Corporels du Conducteur Niveau 1, mais les capitaux sont augmentés de 50 %.

Ce qui n'est pas couvert par les garanties dommages corporels du conducteur

Exclusions

Outre les exclusions citées page 32, ne sont pas garantis :

- Les accidents corporels causés par l'aliénation mentale, la paralysie, l'épilepsie ou la cécité de l'assuré.
- Les accidents corporels résultant :
 - du suicide ou de la tentative de suicide de l'assuré,
 - de la participation de l'assuré à des paris, défis, rixes, agressions sauf cas de légitime défense.

* Cf lexique

LES GARANTIES DOMMAGES AU VÉHICULE ASSURÉ

LE RÔLE DES GARANTIES DOMMAGES AU VÉHICULE ASSURÉ :

Garantir l'indemnisation des détériorations directement subies par le véhicule assuré à la suite d'un événement prévu dans les garanties dommages de la formule que vous avez choisie.

Pour bien comprendre le fonctionnement des garanties dommages, sachez que :

- **LES ÉVÉNEMENTS** garantis sont précisés dans chacune des garanties dommages.
- **LA FORMULE** que vous avez choisie est mentionnée sur votre fiche personnalisée d'assurance (Conditions Particulières).
- **L'INDEMNITÉ** que nous vous verserons est déterminée page 29.

Le véhicule assuré

C'est le véhicule de série* et :

- ses options constructeur*,
- son système de protection vol,
- son pare carter et son pare cylindre

et par extension le casque porté par le conducteur ainsi que celui porté par le passager s'il appartient au conducteur.

Ne sont pas garantis

Exclusions

- Les accessoires hors série* autres que ceux cités ci-dessus et les aménagements professionnels* autres que ceux montés de série.
Les accessoires hors série* peuvent être couverts si vous souscrivez la garantie complémentaire Accessoires hors série.

Garantie Vol

La mise en jeu de cette garantie est subordonnée à la remise par l'assuré d'un certificat de dépôt de plainte.

Les événements garantis

- Le vol du véhicule, c'est-à-dire sa soustraction frauduleuse :
 - commise par effraction des dispositifs antivol du véhicule (antivol de direction et dispositif antivol mécanique supplémentaire*) ou du garage dans lequel il est stationné,
 - ou consécutive à un acte de violence à l'encontre du gardien ou du conducteur du véhicule,
- le détournement du véhicule à la suite d'un abus de confiance,
- l'appropriation du véhicule par paiement avec un faux chèque de banque*,
- la tentative de vol du véhicule, c'est-à-dire le commencement d'exécution d'un vol du véhicule assuré. La tentative de vol est caractérisée dès lors que sont réunis des indices sérieux constitués par des traces matérielles relevées sur le véhicule telles que le forçement de la direction ou détérioration des contacts électriques permettant la mise en route ou détérioration de tout système supplémentaire de protection antivol en fonctionnement.

Nous garantissons également les frais que vous avez engagés avec notre accord pour la récupération de votre véhicule.

NE SONT PAS GARANTIS

Exclusions

- Le vol isolé d'éléments du véhicule,
- Les événements ci-dessus commis par, ou avec la complicité :
 - d'un membre de la famille ou du conjoint* de l'assuré vivant sous son toit ou travaillant avec lui,
 - d'un préposé de l'assuré.
- Le vol du véhicule lorsque l'une des précautions décrites ci-dessous n'est pas prise.

IMPORTANT : Vous devez prendre toutes précautions élémentaires pour ne pas faciliter l'action des voleurs. Ne laissez jamais la clé de contact sur ou dans votre véhicule ; utilisez l'antivol de direction ainsi qu'un dispositif antivol mécanique supplémentaire* lorsque vous quittez celui-ci.
SI L'UNE DE CES PRÉCAUTIONS N'EST PAS PRISE, NOTRE GARANTIE NE JOUERA PAS.

* Cf lexique

LES GARANTIES DOMMAGES AU VÉHICULE ASSURÉ

Garantie Incendie Explosion Attentat

Les événements garantis

- Les détériorations du véhicule consécutives :
 - à un incendie, c'est-à-dire à une combustion vive, à une explosion, y compris lorsque ces événements ont pour origine un acte de vandalisme ou de malveillance, un attentat, une émeute ou un mouvement populaire,
 - à la chute de la foudre sur le véhicule,
- les dommages électriques résultant d'une combustion ou d'une fusion, pour les véhicules de moins de sept ans d'âge à compter de la date de première mise en circulation,
- les dommages matériels directs causés au véhicule assuré par un attentat ou un acte de terrorisme subis sur le territoire national.

NE SONT PAS GARANTIS

Exclusions

- **L'éclatement d'un pneumatique et les dommages au véhicule en résultant, le bris des organes mécaniques.**
- **Les dommages d'incendie ou d'explosion consécutifs à un choc avec un véhicule, un piéton, un animal, un objet fixe ou mobile, au vol ou à la tentative de vol du véhicule ou de ses éléments qu'il s'agisse d'un vol ou d'une tentative de vol couvert ou non par notre contrat.**
- **Les dommages d'incendie ou d'explosion commis par ou avec la complicité :**
 - d'un membre de la famille ou du conjoint* de l'assuré vivant sous son toit ou travaillant avec lui,
 - d'un préposé de l'assuré.
- **Les dommages aux appareils électriques et électroniques résultant de leur seul fonctionnement, les dommages causés uniquement aux lampes, fusibles, dispositif d'éclairage ou de signalisation.**
- **Les dommages à l'équipement électrique consécutifs à une modification de l'installation électrique effectuée par un non-professionnel de la réparation ou de l'entretien automobile.**

Garantie Événements climatiques

Les événements garantis

- L'action directe du vent ou le choc d'un corps renversé ou projeté par le vent lorsque celui-ci a une intensité telle qu'il détruit ou détériore un certain nombre de véhicules ou de bâtiments autour du lieu où se trouve le véhicule assuré.
- La grêle.
- L'inondation imprévisible du véhicule.

Garantie Catastrophes naturelles

Les événements garantis

- L'intensité anormale d'un agent naturel établie par arrêté interministériel (cf clause page 42).

La mise en jeu de cette garantie est subordonnée à la publication au journal officiel de la République Française d'un arrêté interministériel ayant constaté l'état de catastrophes naturelles.

Garantie Bris de glace

Les événements garantis

Le bris :

- des optiques de phare avant,
- de la bulle de carénage,
- du pare-brise.

Ne sont pas garantis

Exclusions

- **Le bris des éléments ci-dessus résultant :**
 - du choc avec un véhicule, un piéton, un animal, un objet fixe.
 - d'un événement prévu dans la garantie vol.

* Cf lexique

LES GARANTIES DOMMAGES AU VÉHICULE ASSURÉ

Garantie Tierce collision collision avec un tiers identifié

Les événements garantis

- Le choc avec un véhicule appartenant à une personne identifiée,
- le choc avec un piéton identifié,
- le choc avec un animal dont le propriétaire est identifié.

Ne sont pas garantis

Exclusions

- le choc avec un véhicule ou un animal appartenant à un membre de votre famille ou de la famille du conducteur,
- les dommages consécutifs au vol, à la tentative de vol du véhicule ou de ses éléments qu'il s'agisse d'un vol ou d'une tentative de vol couvert ou non par notre contrat.

IMPORTANT : l'identification du propriétaire de l'autre véhicule ou de l'animal, du piéton et la matérialité des faits devront être établies par l'assuré au moyen :

- d'un constat amiable ou d'une reconnaissance des faits signé des parties,
- ou
- d'un procès verbal de police ou de gendarmerie, d'un constat d'huissier.

À DÉFAUT NOTRE GARANTIE NE JOUERA PAS.

Garantie Dommages tous accidents

Les événements garantis

- Le choc avec un corps fixe ou mobile **extérieur** au véhicule (arbre, pierre, automobile, bicyclette, piéton, animal...),
- la chute accidentelle du véhicule assuré (dans un cours d'eau, un étang, un ravin...)
- les émeutes et les mouvements populaires,
- les actes de vandalisme ou de malveillance. La mise en jeu de cette garantie est alors subordonnée à la remise par l'assuré d'un certificat de dépôt de plainte.

Ne sont pas garantis

Exclusions

- les actes de vandalisme ou de malveillance commis par ou avec la complicité :
 - d'un membre de la famille ou du conjoint* de l'assuré,
 - d'un préposé de l'assuré,
- les dommages consécutifs à un événement prévu dans le cadre de la garantie Evénements climatiques, au vol ou à la tentative de vol du véhicule ou de ses éléments qu'il s'agisse d'un vol ou d'une tentative de vol couvert ou non par notre contrat.

REMORQUAGE

Nous garantissons en complément des dommages pris en charge dans le cadre d'une garantie dommages que vous avez choisie, les frais de remorquage du véhicule assuré jusqu'à l'atelier le plus proche apte à effectuer la réparation, à concurrence de 180 €. Cette indemnité ne se cumule pas avec celle prévue dans le cadre de la garantie Assistance.

* Cf lexique

LA GARANTIE ÉQUIPEMENT MOTARD

La garantie équipement motard

Ce que nous garantissons

Les dommages subis par l'équipement motard dont le conducteur est revêtu, en cas de survenance d'un événement couvert au titre des garanties dommages au véhicule que vous avez choisies.

On entend par équipement motard les effets vestimentaires spécialement conçus pour la pratique de la moto (bottes, combinaison, pantalon, blouson, gants, gilet air-bag).

N'est pas garanti

Exclusions

- Le vol de l'équipement motard.

LES GARANTIES DOMMAGES COMPLÉMENTAIRES

(en option)

Garantie accessoires hors série

Ce que nous garantissons

Les dommages subis par les accessoires hors série* fixés au véhicule, en cas de survenance d'un événement couvert dans les garanties dommages au véhicule que vous avez choisies.

Ne sont pas garantis

Exclusions

- Les aménagements professionnels*

Garantie indemnisation + de votre véhicule

Ce que nous garantissons

LE VERSEMENT D'UNE INDEMNITÉ ÉGALE :

- A la valeur d'acquisition* de votre véhicule, **sur présentation de la facture d'achat**, déduction faite du prix de l'épave, **si le sinistre survient dans les 24 mois suivant la date de sa 1^{ère} mise en circulation.**

Pour les véhicules faisant l'objet d'un contrat de crédit-bail ou de location, la valeur d'acquisition correspond au prix d'achat d'un véhicule identique à la date de souscription du contrat de crédit-bail ou de location.

- A la valeur de remplacement* du véhicule majorée de 20 %, déduction faite du prix de l'épave, **si le sinistre survient au-delà des 24 mois suivant la date de sa 1^{ère} mise en circulation.**

OU LE VERSEMENT D'UNE INDEMNITÉ ÉGALE :

- A la somme restant due au jour du sinistre au titre du crédit que vous aviez contracté auprès d'une société de crédit ou d'une banque pour acquérir votre véhicule, déduction faite du prix de l'épave, **si cette somme est supérieure à la valeur d'acquisition ou à la valeur de remplacement majorée, telles que décrites ci-dessus.**

Ne seront pas prises en compte dans la somme restant due les mensualités antérieures au sinistre.

La somme empruntée ne doit pas être supérieure au prix d'achat du véhicule.

L'indemnité versée est majorée du prix de la carte grise du véhicule accidenté au jour du sinistre.

DANS QUELLES CONDITIONS ?

- **A la suite d'un événement couvert dans le cadre des garanties Dommages que vous avez choisies :**

- lorsque votre véhicule est volé et non retrouvé.
- ou lorsque le montant des réparations de votre véhicule est supérieur à sa valeur de remplacement.

Cette indemnité se substitue à celle due au titre des garanties dommages au véhicule que vous avez choisies.

QUI EST BÉNÉFICIAIRE DE L'INDEMNITÉ ?

- Vous, le souscripteur du contrat.

Lorsque le véhicule fait l'objet d'un contrat de crédit-bail ou de location, la partie de l'indemnité égale à la valeur de remplacement hors taxe du véhicule déduction faite de l'épave, est versée à la Société de crédit-bail ou de location.

Garantie réparations +

Ce que nous garantissons

- **Lorsque votre responsabilité ou celle d'une personne assurée au titre de la garantie Responsabilité Civile n'est pas engagée,**

si le montant des réparations à effectuer sur votre véhicule dépasse sa valeur de remplacement*:

nous garantissons, en complément de l'indemnité due par le tiers **identifié**, le versement d'une indemnité égale à la différence entre le montant des réparations et la valeur de remplacement du véhicule, dans la limite du forfait indiqué aux conditions particulières.

Lorsque votre responsabilité ou celle d'une personne assurée au titre de la garantie Responsabilité Civile est partiellement engagée, l'indemnité qui vous sera versée sera réduite de cette part de responsabilité.

- **La garantie est étendue aux événements couverts au titre des garanties dommages que vous avez souscrites.**

Dans ce cas l'indemnité est égale à la différence entre le montant des réparations et la valeur de remplacement* du véhicule, dans la limite du forfait indiqué aux conditions particulières.

* Cf lexique

LA GARANTIE DÉFENSE JURIDIQUE DU MOTARD

(en option)

LA GARANTIE DÉFENSE JURIDIQUE DU MOTARD

C'est une option indissociable du présent contrat et de son fonctionnement.

L'assureur de cette garantie (désigné par « nous » ci-après) est :

ASSISTANCE PROTECTION JURIDIQUE

Société anonyme d'assurance au capital de 7 017 808 euros entièrement versé
Entreprise régie par le Code des assurances
R.C.S Bobigny 334 656 386 - APE 6512Z
N° TVA Intracommunautaire FR 61334656386
Siège social : "Le Neptune" - 1, rue Galilée
93195 Noisy-le-Grand Cedex

Son rôle : vous assister à l'occasion des problèmes juridiques que génère l'usage du véhicule assuré :

- en tant que consommateur, lors de l'achat, la réparation ou la vente du véhicule,
- en tant que conducteur, si vous devez défendre votre permis devant une Commission ou un Tribunal.

LES DOMAINES GARANTIS

LES LITIGES DE LA CONSOMMATION

DÉFINITIONS

Le litige : tout conflit d'intérêts entre vous et un tiers identifié, se traduisant par une réclamation, dont les éléments constitutifs n'étaient pas connus de vous à la prise d'effet de la garantie.

Le sinistre : refus opposé à une réclamation dont vous êtes l'auteur ou le destinataire.

Le tiers : toute personne physique ou morale, étrangère au présent contrat, dont vous connaissez au moins le nom et l'adresse du domicile actuel.

Bases juridiques certaines : le litige repose sur des bases juridiques certaines lorsque la solution résulte d'une position défendable au regard des sources juridiques en vigueur.

Seuil d'intervention : montant correspondant à l'enjeu financier du litige au-dessous duquel l'assureur n'intervient pas.

Quel est l'objet de la garantie ?

Défendre vos intérêts et trouver une solution adaptée aux litiges :

- relatifs au véhicule garanti, qui vous opposent :

- au vendeur,
- à l'acquéreur (si la vente a été conclue pendant la période d'effet de la garantie et si le sinistre survient au plus tard six mois après la cessation de la garantie),
- à un professionnel de la réparation automobile,
- à un fournisseur d'équipements ou de carburant,

- relatifs à la mise en œuvre d'un contrat de maintenance ou d'entretien du véhicule garanti.

- relatifs à un contrat couvrant la panne aléatoire du véhicule garanti.

Exclusion

- Nous ne prenons pas en charge les sinistres consécutifs à des litiges vous opposant au loueur dans le cadre d'un leasing.

Qui est couvert par cette garantie ?

Vous, le souscripteur du contrat.

Quelle est notre intervention ?

- nous examinons le problème que vous nous soumettez afin de vous conseiller sur la conduite à tenir,
- nous entreprenons toute démarche propre à mettre fin au litige à l'amiable,
- nous prenons en charge les frais et honoraires de l'expert que nous désignons le cas échéant pour instruire plus complètement le dossier. Il vous appartient de mettre le véhicule à la disposition de l'expert au lieu qu'il désignera pour effectuer ses opérations,
- au stade amiable, en vertu de l'article L 127-2-3 du Code des assurances*, lorsqu'un refus est opposé à la réclamation dont vous êtes l'auteur ou le destinataire et si votre adversaire est assisté ou représenté par un avocat vous devez être défendu dans les mêmes conditions dès que vous en êtes, ou nous en sommes, informé(s).
Vous disposez alors du libre choix de votre avocat,
- en cas de nécessité de défendre l'affaire devant les tribunaux, nous prenons en charge les frais et honoraires, taxes comprises, de l'avocat que vous avez librement choisi pour vous assister ou vous représenter dans les limites prévues dans le tableau ci-après,
- nous prenons également en charge le coût des auxiliaires de justice auxquels il est nécessaire de faire appel.

Pour toute réclamation justifiée dont le montant est inférieur à 800 €, nous exercerons un recours amiable à l'exclusion de tout recours par voie judiciaire.**

* Ce seuil n'est pas pas indexé mais est susceptible d'actualisation.

LA DÉFENSE PÉNALE DU CONDUCTEUR

DÉFINITIONS

Le litige : poursuite pour infraction au Code de la Route, si cette infraction est passible de suspension du permis ou d'un retrait de points.

* Cf lexique

** Ce seuil est susceptible d'actualisation.

LA GARANTIE DÉFENSE JURIDIQUE DU MOTARD

(en option)

Le sinistre est constitué dès lors que vous nous faites part de votre contestation de l'infraction qui vous est notifiée à condition que cette dernière ait été commise postérieurement à la date d'effet de la garantie.

Bases juridiques certaines : le litige repose sur des bases juridiques certaines lorsque la solution résulte d'une position défendable au regard des sources juridiques en vigueur.

Quel est l'objet de la garantie ?

Nous intervenons en cas de poursuite pour infraction au Code de la Route, si cette infraction est passible de suspension du permis ou d'un retrait de points.

Qui est couvert par cette garantie ?

Le conducteur autorisé du véhicule assuré, c'est-à-dire vous même et/ou la personne conduisant le véhicule avec :

- votre autorisation ou celle de votre conjoint*,
- ou l'autorisation du propriétaire, du locataire (ou celle de leur conjoint*).

Quelle est notre intervention ?

- Devant le tribunal, nous prenons en charge les frais et honoraires, taxes comprises, de l'avocat que vous avez **librement** choisi pour vous assister ou vous représenter, à concurrence d'un plafond défini dans le tableau ci-après.
- Devant la Commission administrative de suspension du permis de conduire, nous prenons en charge votre représentation par l'avocat que vous avez **librement** choisi uniquement s'il vous est impossible de vous y présenter en personne.
- Toutefois, nous n'exercerons les voies de recours contre la décision rendue que dans la mesure où des éléments concrets permettront de contester la réalité ou la qualification de l'infraction

LA MISE EN ŒUVRE DES GARANTIES

DÉCLARATION DES SINISTRES

Tout sinistre susceptible de relever de la garantie doit nous être déclaré par écrit au plus tard dans le délai maximum de deux mois à partir de la date du refus opposé à la réclamation dont vous êtes l'auteur ou le destinataire, ou en matière d'infraction, à partir de la date à laquelle l'infraction vous a été notifiée.

En cas de retard nous causant un préjudice, sauf cas fortuit ou de force majeure, vous pouvez être privé du bénéfice de la garantie.

Les sinistres sont gérés par « nous », assureur désigné ci-dessus.

La déclaration doit être adressée à :

ASSISTANCE PROTECTION JURIDIQUE
« Le Neptune » - 1, rue Galilée
93195 Noisy-le-Grand Cedex
Fax. : 01.49.14.88.07
E-mail : contact@lapj.fr

* Cf lexique

** Ce plafond est susceptible d'actualisation.

Vous nous communiquerez toutes les pièces et éléments de preuve nécessaires à l'étude et à la conduite du dossier.

Vous pouvez également contacter le 05.49.17.53.33 pour obtenir des renseignements et une aide à la déclaration.

Le coût des consultations, démarches ou actes de procédure qui auraient pu être réalisés avant votre déclaration demeurera à votre charge, sauf si vous justifiez de l'urgence à les avoir demandés.

APPLICATION TERRITORIALE DE LA GARANTIE

La garantie concerne les litiges survenus dans l'un des pays de l'Union Européenne ou en Suisse et vous opposant à un adversaire domicilié dans l'un d'entre eux.

LE LIBRE CHOIX DE L'AVOCAT

Lorsque l'intervention d'un avocat est nécessaire pour défendre, représenter ou servir vos intérêts, vous avez la liberté de le choisir.

Vous pouvez aussi, dans la mesure où l'affaire relève d'une juridiction française, **nous demander par écrit** le nom d'un avocat.

La direction du procès vous appartient, conseillé par votre avocat. Nous restons toutefois à votre disposition ou à celle de votre avocat pour vous apporter l'assistance dont vous auriez besoin.

LE PAIEMENT DES FRAIS ET HONORAIRES

En application des dispositions légales, les honoraires sont déterminés entre vous-même et l'avocat et sauf urgence, une convention d'honoraires est obligatoire. Nous vous conseillons de l'exiger.

Les honoraires d'un seul avocat sont pris en charge par procédure.

Vous faites l'avance de ses honoraires que nous vous remboursons sur justificatif **sans que ce remboursement ne puisse excéder à la fois le plafond de prise en charge des honoraires de l'avocat (voir tableau ci-après) ni le plafond global de garantie mentionné ci-après (16 000 €**).**

Si vous lui avez versé des provisions, le remboursement peut s'effectuer en cours d'instance à concurrence de moitié.

Le remboursement s'effectue dans les 15 jours de la réception des factures acquittées de l'avocat et de la décision obtenue.

Les frais inhérents à la gestion d'un dossier (frais de téléphone, de déplacement etc...) sont inclus dans l'honoraire que nous réglons.

Les honoraires de résultat ne sont pas pris en charge.

FRAIS DE JUSTICE

Nous prenons en charge le montant des frais de justice afférents aux démarches pour lesquelles nous avons donné notre accord préalable, tels que frais d'assignation, frais de signification...

LA GARANTIE DÉFENSE JURIDIQUE DU MOTARD

(en option)

SOMMES ALLOUÉES PAR LE JUGE POUR FRAIS DE PROCÈS

Le juge peut condamner le perdant à payer au gagnant une somme pour le dédommager des frais et honoraires d'avocat qu'il a dû engager (article 700 du Code de Procédure Civile ou ses équivalents devant les autres juridictions).

Si vous êtes condamné à verser cette somme à votre adversaire dans un procès que nous vous avons conseillé d'engager contre lui, nous vous la remboursons. **Dans les autres cas, elle reste à votre charge.**

Si vous gagnez le procès et obtenez une indemnité à ce titre, celle-ci vous revient prioritairement à hauteur des dépenses restées à votre charge. En cas d'excédent, vous vous engagez à nous le reverser à concurrence des frais de procédure que nous avons réglés à votre place.

SUBROGATION

Il est expressément convenu que nous sont acquises par subrogation dans vos droits les sommes recouvrées auprès de votre adversaire au titre des dépens et dont nous avons fait l'avance, après déduction de celles qui vous reviennent prioritairement si vous justifiez de frais restés à votre charge.

FRAIS D'EXÉCUTION DE LA DÉCISION OBTENUE

- Nous prenons en charge les frais d'huissier engagés pendant les douze mois suivant le premier acte d'exécution.
- Nous cessons notre intervention si votre adversaire est sans domicile connu ou insolvable.
- Nous ne prenons pas en charge les frais d'exécution d'une décision hors Union Européenne et Suisse.

Le total des prestations, taxes comprises, par sinistre mettant en jeu la garantie DÉFENSE JURIDIQUE DU MOTARD ne peut excéder 16 000 €*.

ARBITRAGE

En cas de désaccord entre vous et nous au sujet de mesures à prendre pour régler un différend, cette difficulté peut être soumise à l'appréciation d'une tierce personne désignée d'un commun accord par vous et nous ou, à défaut, par le président du tribunal de grande instance statuant en la forme des référés. Les frais exposés pour la mise en œuvre de cette faculté sont à votre charge. Toutefois, le président du tribunal de grande instance, statuant en la forme des référés, peut en décider autrement si vous avez mis en œuvre cette faculté dans des conditions abusives.

Lorsque la procédure d'arbitrage est mise en œuvre, le délai de recours contentieux est suspendu pour toutes les instances juridictionnelles qui sont couvertes par la garantie d'assurance et que vous êtes susceptible d'engager en demande, jusqu'à ce que la tierce personne chargée de proposer une solution en ait fait connaître la teneur.

Si vous engagez à vos frais une procédure contentieuse et obtenez une solution plus favorable que celle qui vous avait

été proposée par nous ou par la tierce personne mentionnée à l'alinéa précédent, nous vous indemniserons des frais exposés pour l'exercice de cette action, dans la limite de nos obligations contractuelles.

CONFLIT D'INTÉRÊTS

Vous avez la possibilité de désigner un avocat de votre choix ou toute autre personne qualifiée par la législation ou la réglementation en vigueur en cas de conflit d'intérêts entre vous et nous, notamment lorsque nous serons en même temps l'assureur de votre adversaire.

Dans ce cas, nous vous rembourserons les frais et honoraires, taxes comprises, de la personne choisie dans la limite de nos obligations contractuelles.

Prescription des garanties

Article L114-1 du Code des assurances

Toutes actions dérivant de ce contrat sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

1° en cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;

2° en cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est portée à dix ans dans les contrats d'assurance sur la vie lorsque le bénéficiaire est une personne distincte du souscripteur et, dans les contrats d'assurance contre les accidents atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit de l'assuré décédé.

Pour les contrats d'assurance sur la vie, nonobstant les dispositions du 2°, les actions du bénéficiaire sont prescrites au plus tard trente ans à compter du décès de l'assuré.

Article L114-2 du Code des assurances

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription (citation en justice, même en référé, actes d'exécution forcée à l'encontre de celui que l'on veut empêcher de prescrire, reconnaissance du droit de celui contre lequel la prescription devrait jouer) et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre. L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

Article L114-3 du Code des assurances

Par dérogation à l'article 2254 du Code civil, les parties au contrat d'assurance ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci.

* Ce plafond est susceptible d'actualisation.

LA GARANTIE DÉFENSE JURIDIQUE DU MOTARD

(en option)

PLAFOND* DE REMBOURSEMENT DES FRAIS ET HONORAIRES DE L'AVOCAT

Le plafond, taxes comprises, en fonction de la nature de l'intervention ou de la juridiction ayant rendu la décision, est indiqué dans le tableau ci-après.

NATURE DE LA PRESTATION	PLAFOND TTC *
PAR INTERVENTION	
■ Présentation d'une requête/rédaction d'une plainte avec constitution de partie civile	343 €
■ Première assistance à expertise ou à une instruction y compris compte-rendu	469 €
■ Assistance ultérieure à expertise ou à instruction y compris compte-rendu	313 €
■ Médiation pénale ou civile	677 €
■ Assistance devant une commission	313 €
■ Consultation seule (si urgence)	156 €
■ Suivi amiable (y compris consultations)	364 €
■ Bonus pour transaction amiable aboutie	156 €
■ Transaction aboutie par avocat après assignation au fond : 100 % de l'honoraire correspondant à la juridiction compétente	
■ Transaction aboutie hors avocat après assignation au fond : 50 % de l'honoraire correspondant à la juridiction compétente	
■ Recours devant le premier Président de la Cour d'appel	624 €
■ Démarches au greffe ou au Parquet, obtention du PV	130 €
PAR DÉCISION	
■ Référé en demande	521 €
■ Référé en défense	469 €
■ Ordonnance du juge de la mise en état	469 €
■ Juge de l'exécution	507 €
■ Tribunal pour enfants	677 €
■ Chambre de l'instruction	469 €
■ Ordonnance du juge d'instruction	469 €
■ Tribunal de police et Tribunal correctionnel sans constitution de partie civile	521 €
■ Juridiction avec constitution de partie civile dont Tribunal de police et Tribunal correctionnel	793 €
■ CIVI	624 €
■ Cour d'assises	1 040 € par journée
■ Tribunal d'instance et juge de proximité	677 €
■ Tribunal de grande instance	861 €
■ Tribunal de commerce	844 €
■ Tribunal administratif	898 €
■ Autres juridictions de premier degré françaises ou étrangères	700 €
■ Question prioritaire de constitutionnalité	507 €
■ Appel d'une ordonnance de référé	624 €
■ Cour d'appel administrative ou judiciaire	941 €
■ Postulation Cour d'appel	598 €
■ Recours contre une décision de premier degré devant une juridiction étrangère	937 €
■ Cour de cassation	2 393 €
■ Conseil d'état	2 393 €

* Ces plafonds sont susceptibles d'actualisation.

LA GARANTIE DÉFENSE JURIDIQUE DU MOTARD

(en option)

CE QUI N'EST PAS COUVERT PAR LA GARANTIE DÉFENSE JURIDIQUE DU MOTARD

Exclusions

Outre les exclusions citées page 34 (exclusions communes à toutes les garanties du contrat), nous n'interviendrons pas :

- si les éléments constitutifs du litige (l'infraction ou la connaissance du problème de consommation) étaient connus de vous à la prise d'effet de la garantie ;
- si le sinistre n'est pas survenu et déclaré pendant la période d'effet de la garantie (ou au plus tard six mois après la cessation de la garantie en cas de vente du véhicule) ;
- si le litige ne repose pas sur des bases juridiques certaines ;
- si le litige résulte d'un fait intentionnel ou dolosif de votre part ou de votre implication dans des infractions qualifiées de volontaires contre les personnes ou les biens ;
- si le litige est de nature fiscale ou douanière ;
- si le litige résulte seulement de votre non-paiement des sommes que vous devez et conséquences en résultant ;
- en cas d'infraction aux règles du Code de la Route concernant le défaut de permis de conduire, le défaut d'assurance, la conduite en état alcoolique ou d'ivresse, la conduite après usage de substances ou plantes classées comme stupéfiants*, le délit de fuite ;
- si le litige relève, en cas de procès, des institutions de l'Union Européenne et du Conseil de l'Europe ou d'une juridiction étrangère aux états membres de l'Union Européenne et à la Suisse ;
- si l'enjeu financier du litige est inférieur à 150 €**.

Dépens, amendes, indemnités et astreintes auxquels vous pourriez être condamné restent en tout état de cause à votre charge.

Réclamation / Médiation

Si vous êtes insatisfait des modalités d'application de votre contrat et/ou de règlement de votre litige, vous pouvez vous adresser au Département Qualité Clientèle d'Assistance Protection Juridique, "Le Neptune" - 1 rue Galilée - 93195 NOISY le GRAND cedex (tél : 01 49 14 84 44, email : contactdqc@lapj.fr).

Il sera accusé réception de votre réclamation dans les 10 jours ouvrables à compter de sa réception, sauf si une réponse vous est apportée entretemps.

En tout état de cause, la réclamation sera traitée dans un délai maximum de deux mois à compter de sa réception

Si votre insatisfaction persiste après réponse donnée par ce Département, vous pouvez solliciter le médiateur du GEMA (Groupement des Entreprises Mutuelles d'Assurances), 9 rue de Saint-Petersbourg 75008 PARIS (tél : 01 53 04 16 00).

Communication des informations

Les données à caractère personnel que vous nous communiquez sont nécessaires au traitement des demandes d'information, des devis, et des contrats d'assurance. Elles peuvent être également traitées afin de répondre aux obligations légales relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Elles sont destinées à **ASSISTANCE PROTECTION JURIDIQUE** et à **MAAF Assurances SA**, responsables de traitement, et pourront être transmises à leurs prestataires, partenaires contractuellement liés et à des organismes professionnels.

Sauf opposition de votre part, elles peuvent être utilisées pour des services personnalisés, des propositions commerciales, des enquêtes et statistiques.

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition pour motifs légitimes sur ces données en écrivant à : Coordination Informatique et Libertés - **MAAF** - CHAURAY - 79036 NIORT Cedex 09.

Contrôle des assurances

L'autorité chargée du contrôle d'Assistance Protection Juridique est l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP) : 61, rue Taitbout - 75436 PARIS CEDEX 09.

* Cf lexique

** Ce seuil est susceptible d'actualisation.

LES GARANTIES D'ASSISTANCE DE BASE

Assistance aux personnes

SON RÔLE : vous aider à résoudre les difficultés rencontrées au cours de vos déplacements avec ou sans le véhicule assuré.

UN EXEMPLE : lors d'un voyage à l'étranger, vous tombez gravement malade.

MAAF ASSISTANCE EST À VOTRE ÉCOUTE 24H/24.

N° Vert 0 800 16 17 18

(Appel gratuit depuis un poste fixe - surcoût éventuel selon opérateur)

DE L'ÉTRANGER +33 5 49 16 17 18

L'assistance aux personnes vous permet de bénéficier :

- d'une assistance à l'occasion d'un déplacement privé ou professionnel,
- d'un accompagnement psychologique lorsque vous avez subi un traumatisme psychologique.

Ces prestations sont assurées par MAAF Assurances (Société d'assurance mutuelle à cotisations variables, entreprise régie par le Code des assurances - RCS NIORT 781 423 280 - Code APE 6512Z - Chaban 79180 Chauray).

Les bénéficiaires en déplacement confrontés à de sérieux ennuis non prévus dans les garanties décrites ci-dessous, peuvent néanmoins appeler MAAF Assistance qui s'efforcera de tout mettre en œuvre pour leur venir en aide.

LES BÉNÉFICIAIRES

- **Vous**, le souscripteur du contrat,
- **votre conjoint*** vivant sous votre toit,
- **vos enfants mineurs,**
- **ainsi que toute autre personne fiscalement à charge** vivant habituellement sous votre toit.

Les bénéficiaires doivent obligatoirement être domiciliés en France.**

VOS GARANTIES D'ASSISTANCE DÉPLACEMENT

LES DÉPLACEMENTS SONT GARANTIS :

- en France**, pour les événements survenus à plus de 50 km de votre domicile,
- à l'étranger, dans le monde entier :
 - à l'occasion d'un déplacement à titre privé, **pendant une durée maximum d'un an,**
 - à l'occasion d'un déplacement à titre professionnel, **pendant une durée maximum de trois mois.**

Quel que soit l'événement garanti, le lieu du retour est celui du domicile en France**.

L'ASSISTANCE EN CAS D'ACCIDENT CORPOREL OU DE MALADIE :

■ Définitions

L'accident corporel est l'événement soudain, d'origine extérieure au corps humain, involontaire, imprévisible, sans

rapport avec une maladie et qui entraîne des dommages physiques.

La maladie est une altération soudaine et imprévisible de la santé, consécutive ou non à une situation préexistante, n'ayant pas pour origine un accident corporel, constatée par une autorité médicale compétente et qui empêche la continuation normale du voyage ou du séjour.

Exclusions

Ni les voyages à visée diagnostique et/ou thérapeutique, c'est-à-dire ayant pour objectif de consulter un praticien ou d'être hospitalisé, ni les retours pour greffe d'organe, ne peuvent être considérés comme des événements donnant droit à une assistance au titre de la maladie si celle-ci n'est pas justifiée par une altération soudaine et imprévisible de l'état de santé au cours du voyage.

■ Les événements pris en charge

Rapatriement : sur décision de ses médecins, MAAF Assistance organise et prend en charge le rapatriement du bénéficiaire jusqu'à son domicile en France** ou dans un hôpital adapté le plus proche de son domicile en France**. Les médecins de MAAF Assistance déterminent le moyen de transport à utiliser.

Dans la mesure du possible, et sous réserve de l'avis des médecins de MAAF Assistance, il sera fait en sorte que l'un des membres de la famille, déjà sur place, puisse voyager avec le blessé ou le malade.

Attente sur place d'un accompagnant : lorsque le bénéficiaire blessé ou malade, non transportable, doit rester hospitalisé au-delà de la date initialement prévue pour son retour, MAAF Assistance organise et participe à l'hébergement (hôtel et petit déjeuner) d'une personne restée au chevet du bénéficiaire à concurrence de 50€ par jour, et ce pour une durée maximale de 7 jours.

Présence d'un proche : si le patient doit rester hospitalisé plus de 7 jours et qu'aucune personne n'est à son chevet, MAAF Assistance prend en charge les frais de transport aller et retour au départ de la France** d'un proche et les frais d'hébergement (hôtel et petit déjeuner) de ce dernier à concurrence de 50 € par jour dans la limite de 7 jours. **Cette prestation ne se cumule pas avec celle de l'attente sur place d'un accompagnant.**

Lorsque le blessé ou le malade est âgé de moins de 15 ans et à condition que son état de santé le justifie, ce déplacement est organisé et pris en charge quelle que soit la durée de l'hospitalisation.

Frais médicaux et d'hospitalisation à l'étranger : le bénéficiaire doit avoir la qualité d'assuré auprès d'un organisme français d'assurance maladie.

En complément des remboursements obtenus par le bénéficiaire (ou ses ayants droit) auprès de la Sécurité sociale et de tout autre organisme de prévoyance ou d'assurance auquel il est affilié, MAAF Assistance prend en charge les frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation engagés à l'étranger à concurrence de 80 000€ TTC par bénéficiaire.

* Cf lexique

** France métropolitaine ou DOM

LES GARANTIES D'ASSISTANCE DE BASE

Les soins faisant l'objet de cette prise en charge devront avoir été prescrits en accord avec les médecins de MAAF Assistance et seront limités à la période pendant laquelle ils jugeront le patient intransportable.

En cas d'hospitalisation onéreuse, dans la limite de ces mêmes 80 000 € TTC, MAAF Assistance fait l'avance au bénéficiaire des frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation engagés à l'étranger, dans l'attente des remboursements par les organismes sociaux.

Dés son retour, le bénéficiaire (ou ses ayants droit) s'engage à effectuer toutes les démarches nécessaires pour obtenir le remboursement de ces frais auprès des organismes sociaux auxquels il est affilié et à reverser immédiatement à MAAF Assistance toute somme perçue par lui à ce titre accompagnée des décomptes originaux correspondants. A défaut, il (ou ses ayants droit) s'expose à des poursuites judiciaires.

Exclusions

- les frais consécutifs à un accident ou une maladie constatée médicalement avant la prise d'effet de la garantie,
- les frais occasionnés par le traitement d'un état pathologique, physiologique ou physique constaté médicalement avant la prise d'effet de la garantie à moins d'une complication nette et imprévisible,
- les frais de prothèse internes, optiques, dentaires, acoustiques, fonctionnelles, esthétiques ou autres,
- les frais engagés en France métropolitaine ou dans les DOM, qu'ils soient ou non consécutifs à un accident ou une maladie survenus en France ou à l'étranger,
- les frais de cure thermale et de séjour en maison de repos, les frais de rééducation.

Conseil : si vous voyagez dans l'Espace Économique Européen ou en Suisse, munissez-vous de la Carte européenne d'assurance maladie qui vous permettra de bénéficier de la prise en charge des soins médicalement nécessaires à l'occasion de vos séjours temporaires. Elle peut être obtenue sur simple demande auprès de votre organisme de Sécurité sociale.

L'ASSISTANCE EN CAS DE DÉCÈS

- Les événements pris en charge

Décès d'un bénéficiaire

MAAF Assistance organise et prend en charge le transport du corps du bénéficiaire depuis le lieu de la mise en bière jusqu'au lieu d'inhumation ou d'obsèques en France**.

La prise en charge inclut les frais de préparation, les aménagements spécifiques au transport, ainsi qu'un cercueil conforme à la législation et de qualité courante.

Exclusions

- les autres frais d'obsèques (frais de cérémonie, de convoi, d'inhumation ...) restent à la charge de la famille.

Décès d'un proche (conjoint, ascendant, descendant, frère ou soeur)

Lorsqu'un bénéficiaire doit interrompre son voyage pour assister aux obsèques de l'un de ses proches (conjoint, ascendant, descendant, frère ou sœur du bénéficiaire), MAAF Assistance organise et prend en charge le transport du bénéficiaire depuis son lieu de séjour jusqu'au lieu d'inhumation en France**.

FRAIS DE SECOURS DE MONTAGNE

En cas d'accident lié à la pratique du ski alpin ou de fond, dans le domaine skiable autorisé et hors compétition sportive, MAAF Assistance prend en charge les frais de secours appropriés du lieu de l'accident jusqu'à la structure médicale adaptée, sans franchise kilométrique.

AU-DELÀ DE CES PRESTATIONS, NOUS INTERVENONS ÉGALEMENT dans l'organisation et la prise en charge :

- du retour au domicile en France** des autres bénéficiaires si l'événement garanti les empêche de rejoindre leur domicile par les moyens initialement prévus,
- du retour au domicile en France** des enfants de moins de 15 ans avec accompagnement si nécessaire, si personne n'est en mesure de s'occuper d'eux,
- du retour au domicile en France** des animaux de compagnie lorsque personne n'est en mesure de s'occuper d'eux. Si les animaux sont blessés, ils sont confiés au service vétérinaire le plus proche avant d'être ramené au domicile de leur propriétaire ou d'un proche par les moyens les plus appropriés.

CONDITIONS D'INTERVENTION

- Les dépenses engagées sans l'accord préalable de MAAF Assistance, resteront, en principe, à votre charge, de même que les dépenses que vous auriez dû normalement engager en l'absence de l'événement donnant lieu à l'intervention.
- Les délais d'intervention et les prestations de MAAF Assistance sont fonction de la gravité de la situation locale et/ou des possibilités offertes par les infrastructures locales.
- MAAF Assistance n'intervient pas dans les cas suivants :
 - MAAF Assistance ne peut intervenir que dans la limite des accords donnés par les autorités locales.
 - MAAF Assistance ne peut en aucun cas se substituer aux organismes locaux de secours d'urgence, ni prendre en charge les frais ainsi engagés.
 - MAAF Assistance ne sera pas tenue d'intervenir dans les cas où le bénéficiaire aurait commis de façon volontaire, des infractions à la législation en vigueur dans les pays traversés par lui.
 - MAAF Assistance ne peut se substituer aux services publics, sapeurs-pompiers notamment, auxquels il doit être fait appel en cas d'incendie, explosions, etc...

* Cf lexique

** France métropolitaine ou DOM

Exclusions relatives aux garanties d'assistance déplacement

- les convalescences et les affections (maladie, accident) en cours de traitement non encore consolidées,
- les maladies préexistantes diagnostiquées et/ou traitées ayant fait l'objet d'une hospitalisation dans les six mois précédant la demande d'assistance,
- les états résultant de l'usage de drogues, stupéfiants et produits assimilés non prescrits médicalement, de l'absorption d'alcool, ainsi que de l'usage, détourné de leur but thérapeutique, de médicaments non ordonnés médicalement,
- les conséquences de tentative de suicide,
- les frais de secours d'urgence, les frais de recherche, de sauvetage, les frais de transports primaires, à l'exception des frais d'évacuation sur piste de ski en cas d'accident lié à la pratique du ski alpin ou de fond, dans le domaine skiable autorisé et hors compétition sportive,
- les événements survenus lors de la pratique de sports dangereux (sports aériens, spéléologie, saut à l'élastique, pêche et plongée sous marines, sports de combat, sports comportant l'utilisation d'un véhicule, sports équestres, alpinisme, sports en eaux vives, sport de glisse, tir, ball-trap, paint-ball, raids, trekkings, escalades...) ou de la participation du bénéficiaire en tant que concurrent à des compétitions sportives, paris, matches, concours, rallyes ou à leurs essais préparatoires, ainsi que l'organisation et la prise en charge de tous frais de recherche,
- les situations à risques infectieux en contexte épidémique faisant l'objet d'une mise en quarantaine ou de mesures préventives ou de surveillance spécifique de la part des autorités sanitaires locales et/ou nationales du pays d'origine,
- les conséquences qui résulteraient de cas de force majeure ou d'événements tels que guerres civiles ou étrangères, actes de terrorisme, représailles, restriction à la libre circulation des personnes et des biens, instabilité politique notoire, révolutions, mouvements populaires, émeutes, grèves, saisies ou contraintes par la force publique, interdictions officielles, pirateries, explosions d'engins, effets nucléaires ou radioactifs, empêchements climatiques graves et événements imprévisibles d'origine naturelle.

VOTRE GARANTIE ACCOMPAGNEMENT PSYCHOLOGIQUE

MAAF Assistance intervient lorsque vous avez subi un traumatisme psychologique qui peut avoir été occasionné notamment par un accident de la circulation, un accident corporel, un décès, une maladie grave, un viol ou une agression physique, une catastrophe naturelle, un sinistre au domicile ou pour avoir été témoin oculaire d'un acte de violence comme un attentat, ou un acte terroriste.

■ Accueil et consultation psychologique

MAAF Assistance met à votre disposition un service d'écoute et d'aide psychologique par téléphone pour une consultation d'une durée moyenne de 45 minutes.

MAAF Assistance prend en charge le coût de cette consultation ainsi que les frais de téléphone.

■ Suivi psychologique

A la suite de cette première consultation et selon le diagnostic établi, vous pouvez bénéficier de **3 nouvelles consultations maximum** effectuées soit par téléphone auprès du même psychologue, soit au cabinet d'un psychologue clinicien agréé, proche de votre domicile ou, sur demande, auprès d'un psychologue de votre choix.

MAAF Assistance prend en charge le coût des consultations dans les deux premiers cas.

Dans le cas d'un suivi chez un psychologue de votre choix, MAAF Assistance vous rembourse sur justificatifs **3 consultations maximum** dans la limite de 52 € par consultation.

Dans tous les cas, les frais de transport pour se rendre chez le psychologue restent à votre charge.

La prestation "suivi psychologique" est limitée à 2 événements traumatisants par bénéficiaire et par année d'assurance.

En aucun cas, il ne s'agit d'une psychothérapie par téléphone. Les prestations s'appliquent uniquement en France métropolitaine, mais l'événement peut avoir lieu à l'étranger.

Exclusions relatives à la garantie accompagnement psychologique

La garantie n'intervient pas :

- pour tout événement antérieur à 6 mois à la demande d'assistance,
- pour tout suivi psychologique alors que le bénéficiaire est déjà en traitement auprès d'un psychiatre ou d'un psychologue,
- dans le cadre d'une décompensation psychique grave nécessitant une hospitalisation en milieu spécialisé.

LES GARANTIES D'ASSISTANCE DE BASE

Assistance relative au véhicule

SON RÔLE : vous aider à résoudre les difficultés rencontrées au cours de vos déplacements avec le véhicule assuré.

UN EXEMPLE : lors d'un départ en vacances vous et votre famille êtes immobilisés à la suite d'une panne de votre véhicule ou d'un accident de la circulation.

APPELEZ LE  **N° Vert 0 800 16 17 18**
(Appel gratuit depuis un poste fixe - surcoût éventuel selon opérateur)

ou le + 33 5 49 16 17 18
(si vous êtes à l'étranger)
MAAF ASSISTANCE est à votre écoute
24 H sur 24.

Et avec le service SOS constat MAAF, si vous avez besoin d'aide pour rédiger votre constat amiable, un conseiller répond en direct à vos questions.

Lors de votre appel, munissez-vous de votre carte verte et de la carte grise de votre véhicule.

Les bénéficiaires en déplacement confrontés à de sérieux ennuis non prévus dans les garanties décrites ci-dessous peuvent néanmoins appeler MAAF Assistance qui s'efforcera de tout mettre en œuvre pour leur venir en aide.

QUI PEUT BÉNÉFICIER DE CETTE ASSISTANCE ?

- Toute personne voyageant à bord du véhicule assuré pour un événement directement lié à celui-ci.

En cas de prêt de votre véhicule, ou d'emprunt d'un véhicule pour une durée de plus de 10 jours : consultez votre conseiller.

DANS QUELS PAYS BÉNÉFICIEZ-VOUS DE CETTE ASSISTANCE ET POUR QUELLES GARANTIES ?

En France

- si l'événement survient à plus de 50 km du domicile du bénéficiaire en cas de panne du véhicule assuré,
- quel que soit le lieu de survenance en cas d'accident ou de vol du véhicule assuré : pas de franchise kilométrique.

A l'étranger

- les garanties d'assistance au véhicule sont accordées dans les pays où s'appliquent les autres garanties du contrat mais également en Algérie, Egypte, Jordanie, Syrie et Liban.

EN CAS DE PANNE OU D'ACCIDENT

MAAF Assistance prend en charge les frais de remorquage du véhicule jusqu'au garage le plus proche, à concurrence de 180 € à condition que ce remorquage ne soit pas pris en charge au titre des garanties que vous avez choisies.

MAAF Assistance prend en charge les frais d'hébergement des bénéficiaires qui attendent sur place les réparations du véhicule immobilisé à concurrence de 50 € par jour et par personne, dans la limite de 5 jours.

Si le véhicule est jugé irréparable dans le pays étranger de survenance de la panne ou de l'accident, mais réparable en France pour une somme entrant dans la limite de sa valeur de remplacement, MAAF Assistance peut organiser et prendre en charge son rapatriement en France.

APRÈS RÉPARATION DU VÉHICULE SUR PLACE

MAAF Assistance met à la disposition du bénéficiaire un titre de transport pour aller reprendre possession du véhicule réparé.

EN CAS D'IMMOBILISATION DU VÉHICULE À LA SUITE DE L'INDISPONIBILITÉ DU CONDUCTEUR (maladie, accident corporel)

MAAF Assistance envoie un chauffeur pour rapatrier le véhicule en état de marche, dès lors qu'aucune autre personne n'est apte à le conduire.

EN CAS D'IMMOBILISATION SUR PLACE DES BÉNÉFICIAIRES à la suite d'un vol du véhicule, d'une panne ou d'un accident

MAAF Assistance organise et prend en charge le rapatriement des bénéficiaires à leur domicile.

LES GARANTIES D'ASSISTANCE COMPLÉMENTAIRES (en option)

Assistance panne à 0 kilomètre

SON RÔLE : vous venir en aide en cas de panne de votre véhicule à moins de 50 kilomètres de votre domicile.

UN EXEMPLE : un matin en partant à votre travail, votre véhicule refuse de démarrer.

APPELEZ LE N° Vert 0 800 16 17 18

(Appel gratuit depuis un poste fixe - surcoût éventuel selon opérateur)

MAAF ASSISTANCE est à votre écoute 24 H sur 24.

Lors de votre appel munissez-vous de votre carte verte et de la carte grise de votre véhicule.

En cas de panne de votre véhicule

MAAF Assistance envoie sur place un réparateur pour dépanner ou remorquer votre véhicule à concurrence de 180 €.

MAAF Assistance organise le retour à domicile du conducteur et des passagers.

En cas de panne couverte au titre d'une garantie légale d'un constructeur automobile, MAAF Assistance intervient en complément des prestations d'assistance dues par le constructeur.

En cas de panne de carburant

MAAF Assistance envoie un dépanneur faire l'appoint de carburant pour vous permettre de rejoindre la station service la plus proche.

En cas de perte, de vol ou d'enfermement des clés dans votre véhicule

MAAF Assistance prend en charge à concurrence de 180 € les frais pour acheminer le double des clés ou les frais d'intervention d'un dépanneur pour procéder à l'ouverture des portes du véhicule.

En cas de crevaison

Si vous ne pouvez pas démonter la roue crevée ou remonter la roue de secours, MAAF Assistance envoie un dépanneur pour vous venir en aide ou remorquer votre véhicule.

En cas de vol de votre véhicule

MAAF Assistance organise le retour à domicile du conducteur et des passagers.

Véhicule de remplacement

SON RÔLE : mettre à votre disposition un véhicule de remplacement en cas d'indisponibilité prolongée de votre véhicule, à la suite d'une panne, d'un accident garanti, d'un vol garanti, d'une tentative de vol garantie, survenus en France.

UN EXEMPLE : à la suite d'un accident votre véhicule est immobilisé pour une semaine.

APPELEZ LE N° Vert 0 800 16 17 18

(Appel gratuit depuis un poste fixe - surcoût éventuel selon opérateur)

MAAF ASSISTANCE est à votre écoute 24 H sur 24.

Lors de votre appel munissez-vous de votre carte verte et de la carte grise de votre véhicule.

En cas de panne suivie d'un remorquage organisé par MAAF Assistance, d'accident garanti, de vol garanti, de tentative de vol de votre véhicule garantie, survenus en France,

Si votre véhicule est immobilisé plus de 24 heures pour des réparations nécessitant plus de 3 heures de main d'œuvre, MAAF Assistance met à votre disposition un véhicule de remplacement pendant la durée de l'immobilisation à concurrence de :

- 7 jours en cas de panne,
- 15 jours en cas d'accident, de tentative de vol,
- 20 jours en cas de vol.

Ce délai court à compter :

- du jour de la panne ou du vol,
- du jour de l'immobilisation en cas d'accident ou de tentative de vol.

Le véhicule de remplacement est une automobile de catégorie B.

Il est assuré sans franchise pour un kilométrage illimité.

Les frais de carburant sont à la charge du bénéficiaire qui devra respecter les conditions générales des sociétés de location de véhicules ; il devra notamment être âgé d'au moins 21 ans, être titulaire d'un permis valide de plus d'un an et déposer une caution.

Le bénéficiaire devra restituer le véhicule à l'agence où il en a pris possession.

Si les disponibilités locales ne permettent pas de vous fournir un véhicule de remplacement, MAAF Assistance vous versera une indemnité de 40 € par jour, jusqu'à la mise à disposition d'un véhicule.

En cas de panne couverte au titre d'une garantie légale d'un constructeur automobile, MAAF Assistance intervient en complément des prestations d'assistance dues par le constructeur.

IMPORTANT : les dépenses engagées sans l'accord préalable de MAAF Assistance resteront, en principe, à votre charge. Il en sera de même des dépenses que vous auriez dû normalement engager en l'absence de l'événement donnant lieu à l'intervention.

COMMENT SEREZ-VOUS INDEMNISÉ ?

COMMENT SEREZ-VOUS INDEMNISÉ AU TITRE DES GARANTIES DOMMAGES QUE VOUS AVEZ CHOISIES ?

L'indemnité que nous verserons ne pourra pas être supérieure à la valeur des biens garantis au jour du sinistre : c'est le principe indemnitaire défini par l'Article L 121-1 du Code des Assurances.

Évaluation des dommages

Les dommages sont évalués de gré à gré ou par l'un de nos experts.

Vous avez la possibilité de vous faire assister par un expert notamment lorsque vous contestez l'évaluation de vos dommages.

Si votre expert et le nôtre ne parviennent pas à un accord, ils feront appel à un troisième et tous les trois opéreront en commun et à la majorité des voix.

Chacun prendra en charge les frais et honoraires de son expert et la moitié de ceux du troisième.

Montant et limites des indemnités

POUR LE VÉHICULE ASSURÉ

L'indemnité est égale au montant des réparations dans la limite de la valeur de remplacement* du véhicule assuré, déduction faite du prix de l'épave si le véhicule n'est pas réparé.

Si vous avez choisi la garantie Indemnisation + de votre véhicule ou la garantie Réparations +, reportez-vous à la page 20.

REMARQUE : Nous appliquons un coefficient de vétusté* pour l'indemnisation des pneumatiques.

Pour le casque porté par le conducteur et pour celui porté par le passager et appartenant au conducteur, le remboursement s'effectue sur la base de la valeur figurant sur la facture d'achat.

Qui est le bénéficiaire de l'indemnité ?

Le propriétaire du véhicule assuré.

Dispositions particulières

VALEUR D'ACHAT 6 MOIS

Si le sinistre survient dans les 6 mois suivant la date de première mise en circulation du véhicule,

- lorsque celui-ci est détruit (le montant des réparations dépasse la valeur de remplacement)
- ou lorsqu'il est volé et non retrouvé,

l'indemnité est égale à la valeur d'acquisition* du véhicule, **sur présentation de la facture d'achat.**

* Cf lexique

GARANTIE VOL

- Si votre véhicule est retrouvé dans un délai de 20 jours à compter de la réception de votre déclaration, vous vous engagez à en reprendre possession et l'indemnité que nous verserons, sera égale à celle indiquée ci-dessus augmentée des frais que vous aurez engagés en accord avec nous pour la récupération du véhicule.

- Si votre véhicule n'est pas retrouvé dans le délai de 20 jours à compter de la réception de votre déclaration, nous verserons une indemnité égale à sa valeur de remplacement*. Le versement de l'indemnité entraîne de plein droit le délaissement à la société des biens retrouvés. Cependant, si votre véhicule est retrouvé après le paiement de l'indemnité sans effraction des dispositifs antivol, la garantie Vol ne serait pas acquise. Vous devriez alors nous rembourser l'indemnité déjà versée et récupérer le véhicule retrouvé.

Si vous avez choisi la garantie Indemnisation + de votre véhicule ou la garantie Réparations +, reportez-vous à la page 20.

GARANTIE BRIS DE GLACE

L'indemnité comprend le remplacement à l'identique de l'élément brisé ainsi que les fournitures nécessaires à son remplacement et les frais de pose.

Le règlement de l'indemnité est subordonné **à la présentation par l'assuré de la facture acquittée.**

GARANTIE REMORQUAGE

Le règlement est subordonné **à la présentation de l'original de la facture acquittée.**

VÉHICULE FAISANT L'OBJET D'UN CONTRAT DE CRÉDIT

Jusqu'à main levée du gage ou de l'opposition, le paiement est effectué en accord avec la Société de Crédit.

VÉHICULE FAISANT L'OBJET D'UN CONTRAT DE CRÉDIT-BAIL OU DE LOCATION

Le paiement de l'indemnité est effectué en accord avec la Société de crédit-bail ou la Société de location.

En cas de perte totale (véhicule détruit ou volé et non retrouvé) :

- Nous versons à la Société de crédit-bail ou de location l'indemnité d'assurance, c'est-à-dire la valeur de remplacement* du véhicule hors T.V.A. déduction faite de la valeur de l'épave.

- Si l'indemnité de résiliation due par le locataire dépasse l'indemnité d'assurance versée à la Société de crédit-bail ou de location, nous versons la différence au locataire dans la limite du montant de la T.V.A. sur la valeur de remplacement du véhicule.

Ce règlement n'intervient qu'à titre de complément pour garantir l'assuré contre les conséquences d'une non assurance ou d'une insuffisance d'assurance de ce véhicule et, dans ce dernier cas, dans la limite de cette insuffisance.

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Le règlement de l'indemnité sera effectué hors T.V.A. si le propriétaire a la possibilité de récupérer celle-ci ou d'en être exempté.

COMMENT SEREZ-VOUS INDEMNISÉ ?

POUR LES GARANTIES ACCESSOIRES HORS SÉRIE ET ÉQUIPEMENT MOTARD

L'indemnité est égale aux frais de réparations de ou des éléments endommagés dans la limite de leur valeur de remplacement, vétusté déduite, sans pouvoir excéder le montant du capital indiqué sur votre fiche personnalisée d'assurance (Conditions Particulières) pour chaque garantie.

Par valeur de remplacement, nous entendons le prix d'un objet neuf identique ou de fabrication et d'usage identique si le remplacement par un objet neuf identique est impossible.

Le règlement est subordonné à la présentation de la (ou des) facture(s) d'achat.

■ TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Le règlement de l'indemnité sera effectué hors T.V.A. si le propriétaire a la possibilité de récupérer celle-ci ou d'en être exempté.

Qui est le bénéficiaire de l'indemnité ?

Le propriétaire des biens assurés.

IMPORTANT : pensez à garder les factures et les justificatifs des biens garantis.

En cas de sinistre, ces factures vous permettront de justifier l'existence et la valeur des biens endommagés au jour du sinistre.

Les exclusions communes aux garanties dommages

Exclusions

Outre les exclusions prévues page 32, nous ne garantissons pas :

- les dommages indirects tels que les frais de gardiennage, sauf ceux engagés avec notre accord pour la récupération d'un véhicule volé,
- les dommages antérieurs à l'événement garanti, la privation de jouissance, la dépréciation.

Franchise

Lorsque mention en est faite sur votre fiche personnalisée d'assurance (Conditions Particulières) l'assuré conserve à sa charge une franchise* pour tout sinistre mettant en jeu les garanties :

- DOMMAGES AU VÉHICULE ASSURÉ
- ÉQUIPEMENT MOTARD
- INDEMNISATION + DE VOTRE VÉHICULE

Lorsque plusieurs de ces garanties sont mises en jeu à l'occasion d'un même sinistre, l'assuré conserve à sa charge les franchises correspondantes.

Nous réclamerons au responsable des dommages si celui-ci n'est pas une personne couverte par la garantie Responsabilité Civile, le remboursement du montant de la franchise proportionnellement à sa responsabilité.

CAS PARTICULIERS

- Franchise Prêt de guidon**
- Franchise en cas de conduite occasionnelle par un jeune conducteur non déclaré**.

** cf paragraphe "Dispositions particulières" page 33.

* Cf lexique

COMMENT SEREZ-VOUS INDEMNISÉ ?

Le paiement de l'indemnité

Sous réserve de tous les éléments nécessaires au règlement, le paiement de l'indemnité est effectué dans les 15 jours à compter de l'accord de l'assuré ou de la décision judiciaire exécutoire.

En cas de sinistre vol, nous nous engageons à vous présenter une offre de règlement dans un délai maximum de 20 jours à compter de la réception de la déclaration.

En cas de sinistre mettant en jeu la garantie Catastrophes Naturelles, nous versons l'indemnité dans un délai de 3 mois à compter de la date de remise par l'assuré de l'état estimatif des dommages subis par le véhicule ou de la date de publication de l'arrêté interministériel constatant l'état de Catastrophes Naturelles quand celle-ci est postérieure.

A défaut et sauf cas fortuit ou de force majeure, l'indemnité due par nous porte, à compter de l'expiration de ce délai, intérêt au taux de l'intérêt légal.

Nous renonçons à l'application de la règle proportionnelle prévue à l'Article L 121-5 du Code des Assurances lorsque les capitaux que vous avez souscrits sont insuffisants.

La subrogation

Après règlement des indemnités dues au titre des garanties choisies, nous sommes subrogés dans les droits et actions de l'assuré pour agir contre le responsable des dommages, c'est-à-dire que nous disposons auprès du responsable d'une action en remboursement des indemnités que nous avons versées à l'assuré.

Si du fait de l'assuré, la subrogation ne peut pas s'opérer en notre faveur, nous serons déchargés de notre garantie.

LES EXCLUSIONS COMMUNES À TOUTES LES GARANTIES DU CONTRAT

Votre contrat ne garantit jamais

Exclusions

LES DOMMAGES CAUSÉS PAR :

- la faute intentionnelle ou frauduleuse de l'assuré,
- un tremblement de terre, une éruption volcanique, un raz de marée ou autre cataclysme sauf si ces événements sont prévus dans le cadre de la garantie CATASTROPHES NATURELLES (cf clause page 42) ou dans le cadre de la garantie ÉVÉNEMENTS CLIMATIQUES,
- une guerre étrangère, une guerre civile,
- des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome ou par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute autre source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire.

Exclusions

LES DOMMAGES SUBIS PAR :

- le véhicule, son conducteur et ses ayants droit, lorsque le véhicule est conduit par une personne en état d'ivresse manifeste ou sous l'empire d'un état alcoolique* ou ayant fait usage de stupéfiants* sauf si l'assuré établit que le sinistre est sans relation avec cet état ou cet usage.
- le véhicule et son conducteur lorsque celui-ci est condamné pour refus de se soumettre aux épreuves de dépistage de l'imprégnation alcoolique ou de la prise de stupéfiants.
- le véhicule, son conducteur et ses ayants droit lorsque les passagers ne sont pas transportés dans les conditions de sécurité prévues page 10,
- le véhicule, son conducteur et ses ayants droit lorsque le certificat d'immatriculation du véhicule a été retiré par les autorités administratives compétentes,
- le véhicule, son conducteur et ses ayants droit lorsqu'il s'agit d'un transport à titre onéreux .

Exclusions

LES DOMMAGES CAUSÉS OU SUBIS PAR :

- le véhicule, son conducteur et ses ayants droit lorsque le véhicule transporte des sources de rayonnements ionisants destinées à être utilisées hors d'une installation nucléaire, dès lors que lesdites sources auraient provoqué ou aggravé le sinistre,
- le véhicule, son conducteur et ses ayants droit lorsque le véhicule transporte des matières inflammables, explosives, corrosives ou comburantes et à l'occasion duquel lesdites matières auraient provoqué ou aggravé le sinistre ; toutefois la non garantie ne saurait être invoquée du chef de transports d'huiles, d'essences minérales ou produits similaires ne dépassant pas 500 kg ou 600 litres y compris l'approvisionnement de carburant liquide ou gazeux nécessaire au moteur,
- le véhicule, son conducteur et ses ayants droit au cours d'épreuves, courses ou compétitions ou leurs essais, soumis par la réglementation en vigueur à l'autorisation préalable des Pouvoirs Publics lorsque le conducteur du véhicule assuré et/ou vous, y participez en qualité de concurrent, organisateur ou préposé de l'un d'eux.

Les exclusions des 3 derniers alinéas ne dispensent pas l'assuré de l'obligation d'assurance. En l'absence de cette assurance obligatoire, l'assuré est passible des sanctions prévues par les articles L 211-26 1^{er} alinéa et R 211-45 du Code des Assurances*.

* Cf lexique

Le conducteur du véhicule assuré

Il doit être titulaire du permis de conduire en état de validité conforme à la réglementation en vigueur pour conduire le véhicule assuré, et il doit respecter les conditions restrictives éventuellement mentionnées sur ce permis.

Cependant, nous accorderons nos garanties si le permis de conduire n'est pas valide pour des raisons tenant au lieu ou à la durée de résidence du conducteur qui nous a déclaré celui-ci lors de la souscription ou du renouvellement du contrat.

Si ces conditions ne sont pas réunies, les garanties souscrites ne seront pas acquises à l'assuré en cas de sinistre.

- Toutefois, nous serons tenus d'indemniser les victimes au titre de la garantie Responsabilité Civile. Cependant nous exercerons contre le(s) responsable(s) du sinistre une action en remboursement de toutes les sommes versées, sauf si la non validité du permis de conduire concerne les conditions restrictives autres que celles relatives aux catégories de véhicule.
- Dans tous les cas nous ne verserons pas d'indemnité pour toutes les autres garanties souscrites.

Extensions

Bien que les conditions prévues au paragraphe précédent, tenant au permis et à l'âge du conducteur ne soient pas réunies, nous accordons les garanties souscrites à l'assuré* lorsque le véhicule assuré :

- **est conduit par un élève conducteur lors de leçons de conduite ou lors des épreuves du permis de conduire, lorsque les quatre conditions suivantes sont remplies :**
 - vous nous avez déclaré être un professionnel de l'enseignement de la conduite,
 - vous avez souscrit l'usage "TOUS DÉPLACEMENTS",
 - les leçons de conduite sont données par un professionnel de l'enseignement de la conduite,
 - le véhicule assuré est aménagé conformément à la législation et aux règlements en vigueur.
- **est conduit par une personne :**
 - l'ayant induit en erreur sur l'existence ou la validité de son permis de conduire si la preuve est rapportée de cet abus de confiance.
- **est conduit par une personne titulaire d'un permis militaire :**
 - toutefois le permis militaire ne sera considéré valable que pendant sa période de conversion et pour la catégorie de véhicule pour laquelle il a été délivré.

Dispositions particulières

■ Prêt de votre véhicule (Prêt de guidon*)

S'il est précisé sur votre fiche personnalisée d'assurance (Conditions Particulières) que votre véhicule ne peut être conduit que par la (ou les) personne(s) désignée(s) sur cette fiche, en cas de prêt du véhicule (prêt de guidon) l'assuré supporte une franchise dont le montant est indiqué sur votre fiche personnalisée d'assurance (Conditions Particulières).

■ Pour les véhicules d'une cylindrée supérieure à 125 cm³, conduite du véhicule par un jeune conducteur non déclaré

Lorsque le véhicule assuré est occasionnellement conduit par un jeune conducteur et que vous ne l'avez pas déclaré, l'assuré supporte, en cas de sinistre dont la responsabilité n'est pas entièrement imputable à un tiers, une franchise dont le montant est indiqué sur votre fiche personnalisée d'assurance (Conditions Particulières).

Cette franchise se cumule avec la franchise "prêt de guidon".

Définition du jeune conducteur :

Le jeune conducteur est celui qui possède un permis de conduire :

- depuis moins de deux ans
- depuis deux ans et plus, mais qui ne peut justifier d'une assurance effective au cours des deux dernières années précédant la souscription du contrat.

Par dérogation nous considérons que ne sont jamais des jeunes conducteurs :

- le conjoint* ou la conjointe du souscripteur,
- les associés ou préposés du souscripteur agissant exclusivement dans le cadre de l'activité professionnelle.

■ Modalités d'application des franchises "prêt de guidon" et "conduite occasionnelle par un jeune conducteur non déclaré" :

Ces franchises affectent la garantie Responsabilité civile et les garanties Tierce collision ou Dommages tous accidents. Elles s'appliquent en priorité sur les garanties Tierce collision ou Dommages tous accidents lorsque l'une de celles-ci a été souscrite.

* Cf lexique

Formation de votre contrat

Votre contrat est conclu dès qu'il a fait l'objet d'un accord entre vous et nous.

Cet accord porte sur LE RISQUE DÉCLARÉ, les GARANTIES que vous avez choisies et la COTISATION correspondante.

Votre contrat se compose :

- des Conditions Générales. Il s'agit du présent document,
- des Conditions Particulières ou fiche personnalisée d'assurance.

La déclaration du risque

Pour nous permettre d'apprécier le risque à assurer et de calculer la cotisation correspondante vous devez :

À la souscription

Répondre avec exactitude aux questions posées dans les documents de souscription.

En cours de contrat

Nous déclarer par lettre recommandée, dans un délai de 15 jours à partir du moment où vous en avez eu connaissance, **toutes les modifications du risque et notamment :**

- **En ce qui concerne le souscripteur :**
 - changement de profession, de domicile, d'état civil,
 - décès (déclaration par les héritiers),
- **En ce qui concerne le(s) conducteur(s) :**
 - toute condamnation pour conduite en état d'ivresse manifeste ou sous l'empire d'un état alcoolique* ou après usage de stupéfiants*, délit de fuite, toute mesure d'annulation, d'invalidation ou de suspension de permis de conduire prononcées à son encontre,
 - tout changement de conducteur principal,
 - tout nouveau conducteur.
- **En ce qui concerne le véhicule :**
 - son immatriculation,
 - son usage,
 - ses transformations : moteur, puissance fiscale, addition d'un side-car...
 - sa vente, sa donation ou sa destruction,
 - sa zone d'utilisation principale,
 - son utilisation à l'étranger.

SI CETTE MODIFICATION AGGRAVE LE RISQUE NOUS POUVONS :

- soit résilier votre contrat avec un préavis de 10 jours,
- soit vous proposer un nouveau montant de cotisation.

Si vous ne donnez pas suite ou si vous refusez dans un délai de 30 jours à compter de notre proposition, nous pouvons résilier votre contrat au terme de ce délai.

SI CETTE MODIFICATION DIMINUE LE RISQUE, VOTRE COTISATION POURRA ÊTRE RÉDUITE.

En cas de non respect de ces obligations :

Vous vous exposez aux sanctions suivantes :

■ En cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle votre contrat est réputé n'avoir jamais existé.

Les cotisations payées nous sont acquises et les cotisations échues nous sont dues à titre de dommages et intérêts.

■ En cas d'omission ou de déclaration inexacte non intentionnelle constatée avant un sinistre, nous pouvons :

- soit résilier votre contrat avec un préavis de 10 jours,
- soit vous proposer une augmentation de cotisation; si vous ne donnez pas suite ou si vous refusez dans un délai de 30 jours à compter de notre proposition, nous pouvons résilier votre contrat au terme de ce délai.

■ En cas d'omission ou de déclaration inexacte non intentionnelle constatée après un sinistre, l'indemnité est

réduite en proportion du taux de la cotisation payée par rapport au taux de la cotisation qui aurait été due si vous aviez complètement et exactement déclaré le risque.

Déclaration des autres assurances

Si vous êtes assuré auprès d'un ou plusieurs assureurs pour les risques que nous garantissons, vous devez nous faire connaître leur identité.

* Cf lexique

Votre cotisation

C'est le prix des garanties que vous avez choisies pour assurer le risque déclaré.

Le montant de votre cotisation est indiqué sur votre fiche personnalisée d'assurance (Conditions Particulières).

Le montant de votre cotisation vous sera également indiqué lors de chaque échéance*.

A la date d'échéance fixée au 1^{er} janvier, vous devez régler :

- votre cotisation annuelle proprement dite,
- les frais d'échéance et accessoires de votre cotisation,
- les impôts et taxes en vigueur sur les contrats d'assurance.

Votre cotisation peut être réglée en plusieurs fractions mais en cas de non paiement d'une fraction de cotisation dans les 10 jours de son échéance, toutes les fractions non encore payées de l'année d'assurance en cours deviennent immédiatement exigibles.

Si vous ne réglez pas votre cotisation ou fraction de cotisation dans les 10 jours de son échéance, VOTRE CONTRAT SERA SUSPENDU 30 jours après que nous vous ayons envoyé une lettre recommandée de mise en demeure si vous n'avez pas réglé la totalité des sommes dues, y compris les frais de mise en demeure, pendant ce délai.

Toujours en l'absence de règlement intégral après ce délai de 30 jours votre contrat :

- restera suspendu jusqu'à l'expiration de la période annuelle d'assurance,
- ou pourra être résilié 10 jours après la date de suspension par notification sur la lettre de mise en demeure ou par envoi d'une nouvelle lettre recommandée.

Le contrat non résilié reprend ses effets le lendemain à midi du jour où nous avons reçu le règlement de l'intégralité des sommes dont vous nous êtes redevables.

La suspension de garantie intervenue en cas de non paiement d'une des fractions de cotisation produit ses effets jusqu'à l'expiration de la période annuelle considérée.

MAJORATION DE COTISATION

Cette majoration peut avoir pour motif l'accroissement de la fréquence et/ou du coût moyen des sinistres, une modification législative ou réglementaire. Si vous n'acceptez pas cette majoration vous pouvez, dans les 30 jours où elle a été portée à votre connaissance, résilier votre contrat.

Votre garantie est maintenue aux conditions antérieures jusqu'à la résiliation qui prend effet un mois après que vous nous ayez adressé votre demande par lettre recommandée.

Cette faculté de résiliation ne s'applique pas aux cotisations dont le taux est fixé par les Pouvoirs Publics.

Les opérations d'assurance réalisées sur un contrat peuvent donner lieu à la perception de frais.

Durée de votre contrat

■ Votre contrat est valable à compter de la date d'effet indiquée sur votre fiche personnalisée d'assurance (Conditions Particulières) sous la condition de l'encaissement effectif, par nous, de la première cotisation.

En cas de modification de votre contrat, une nouvelle fiche personnalisée d'assurance (Conditions Particulières) indiquant la date d'effet et la nature de la modification, vous sera remise.

■ Sauf mention contraire indiquée sur votre fiche personnalisée d'assurance (Conditions Particulières) :

- votre contrat est souscrit jusqu'au 31 décembre de l'année de sa prise d'effet,
- il est reconduit automatiquement d'année en année sauf dénonciation par l'une des parties dans les conditions prévues ci-après.

■ En cas de décès de l'assuré, les garanties continuent de plein droit à être accordées aux héritiers.

■ En cas de vente ou donation du véhicule assuré, les garanties s'arrêtent de plein droit le lendemain à 0 H du jour de la vente ou de la donation. Vous devez immédiatement nous informer de cette vente ou donation par lettre recommandée.

* Cf lexique

🔍 Votre contrat peut être résilié :

PAR VOUS ET NOUS

- A la date d'échéance (1^{er} janvier 0h) moyennant un préavis de 2 mois.
- En cas de transfert de propriété des biens sur lesquels repose l'assurance.
- En cas de survenance d'un des événements suivants si le changement modifie le risque assuré antérieurement :
 - changement de domicile,
 - changement de situation ou de régime matrimonial,
 - changement de profession,
 - retraite professionnelle ou cessation définitive d'activité professionnelle.

La résiliation ne peut intervenir que dans les trois mois suivant la date de l'événement. Elle prend effet un mois après notification à l'autre partie.

- En cas de vol du véhicule : dans ce cas les garanties du présent contrat cessent leurs effets, au plus tard trente jours après la déclaration de vol aux autorités.

PAR VOUS

- En cas de diminution du risque si nous refusons de réduire la cotisation en conséquence.
- Si nous résilions un autre de vos contrats après sinistre.
- En cas de majoration de la cotisation.
- En cas de majoration du montant de la franchise.

PAR NOUS

- En cas de non paiement des cotisations.
- En cas d'aggravation du risque.
- En cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours d'année.
- Après un sinistre causé par un conducteur en état d'imprégnation alcoolique ou sous l'emprise de stupéfiants ou ayant entraîné une suspension du permis de conduire d'au moins un mois ou une annulation de ce permis. Vous avez alors la possibilité de résilier dans le délai d'un mois à compter de notre décision les autres contrats souscrits.

DE PLEIN DROIT

- En cas de retrait de notre agrément.
- En cas de perte totale des biens assurés résultant d'un événement garanti ou non.
- En cas de réquisition des biens assurés dans les cas et conditions prévus par la législation en vigueur.
- En cas de vente ou donation du véhicule assuré.

PAR LES HÉRITIERS

- En cas de transfert de propriété des biens sur lesquels repose l'assurance.

PAR L'ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE

- Si vous êtes en redressement ou liquidation judiciaire.

🔍 Les modalités de la résiliation

■ Si vous en prenez l'initiative,

vous devez nous en informer soit par l'envoi d'une lettre recommandée, soit par une déclaration faite contre récépissé à votre conseiller Assurance dans les délais prévus.

Le délai de la résiliation court à partir de la date figurant sur le cachet de la poste. Par exemple, lorsqu'il s'agit d'une résiliation à l'échéance, vous devez poster votre courrier au plus tard le 31 octobre de l'année en cours.

■ Si nous en prenons l'initiative,

nous devons vous le notifier par lettre recommandée à votre dernier domicile connu dans les délais prévus.

🔍 Votre cotisation après la résiliation

Si votre contrat est résilié au cours d'une période d'assurance, nous vous remboursons la portion de cotisation afférente à la période postérieure à la résiliation, sauf lorsqu'elle résulte du non paiement de la cotisation (cette portion nous est alors due à titre d'indemnité).

🔍 RENONCIATION AU CONTRAT SOUSCRIT DANS LE CADRE D'UN DÉMARCHAGE À DOMICILE OU SUR LE LIEU DE TRAVAIL

Si, en tant que personne physique, vous avez fait l'objet d'un démarchage à votre domicile, votre résidence ou votre lieu de travail, même à votre demande, et si vous avez signé dans ce cadre une proposition d'assurance ou un contrat à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de votre activité commerciale ou professionnelle, vous avez la faculté d'y renoncer **par lettre recommandée avec demande d'avis de réception** pendant le délai de quatorze jours calendaires révolus à compter du jour de la conclusion du contrat, sans avoir à justifier de motifs ni à supporter de pénalités.

Cette disposition n'est pas applicable :

- pour les contrats souscrits pour une durée maximale de un mois
- si vous avez eu connaissance d'un sinistre mettant en jeu le contrat

Vous devez nous notifier votre volonté de renoncer à l'adresse suivante : MAAF Assurances S.A Chauray 79036 NIORT CEDEX 9. Votre demande intégrera la phrase « Je soussigné (votre nom et prénom) exerce mon droit de renonciation prévu par l'article L. 112-9 du code des assurances pour mon contrat «moto» numéro (indiquer le numéro inscrit sur vos conditions particulières), concernant mon véhicule (marque, modèle, immatriculation) souscrit le (date de souscription du contrat).

Votre contrat sera résilié à compter de la date de réception de votre lettre.

🔍 ABSENCE DE DROIT DE RENONCIATION EN CAS DE SOUSCRIPTION D'UN CONTRAT A DISTANCE

Vous ne bénéficiez pas d'un droit à renonciation en cas de souscription d'un contrat à distance.

Dispositions diverses

Franchise*

Vous conservez à votre charge, pour certains sinistres, une ou plusieurs franchises dont le(s) montant(s) est(sont) indiqué(s) sur votre fiche personnalisée d'assurance (Conditions Particulières).

Le montant des franchises peut être modifié au début de chaque année d'assurance. Vous en serez informé par votre avis d'échéance.

Si vous n'acceptez pas cette majoration vous pouvez dans les 30 jours où elle a été portée à votre connaissance, résilier votre contrat.

Votre garantie est maintenue aux conditions antérieures jusqu'à la résiliation qui prend effet un mois après que vous nous ayez adressé votre demande par lettre recommandée.

Cette faculté de résiliation ne s'applique pas aux franchises dont les montants sont fixés par les Pouvoirs Publics.

PRESCRIPTION

Article L114-1 du Code des assurances

Toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

1° en cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;

2° en cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est portée à dix ans dans les contrats d'assurance sur la vie lorsque le bénéficiaire est une personne distincte du souscripteur et, dans les contrats d'assurance contre les accidents atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit de l'assuré décédé.

Pour les contrats d'assurance sur la vie, nonobstant les dispositions du 2°, les actions du bénéficiaire sont prescrites au plus tard trente ans à compter du décès de l'assuré.

Article L114-2 du Code des assurances

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre. L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

Article L114-3 du Code des assurances

Par dérogation à l'article 2254 du code civil, les parties au contrat d'assurance ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci.

* Cf lexique

COMMUNICATION DES INFORMATIONS

Nous vous garantissons la confidentialité au sujet des informations ou documents que vous êtes amené à nous communiquer.

Par ailleurs, en application de la Loi informatique et libertés 78-17 du 6 janvier 1978 : vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition sur les informations vous concernant ; ces informations sont destinées à MAAF Assurances, responsable du traitement, à des fins de gestion et de suivi de vos contrats, d'analyse et d'exploitation commerciale ; elles pourront être transmises aux entités du groupe mutuel MAAF et aux partenaires contractuellement liés. Vous disposez du droit de vous opposer à ce que ces données fassent l'objet d'un traitement à des fins de prospection ou soient transmises à des tiers. Si vous souhaitez exercer vos droits ou obtenir des informations complémentaires, il vous suffit de nous écrire à MAAF Assurances - Coordination informatique et libertés - Chauray 79036 NIORT Cedex 09 ou d'adresser un e-mail à : coordinateur.cnil@maaf.fr.

GESTION DES RÉCLAMATIONS

Pour tout mécontentement envers nous, votre interlocuteur habituel (conseiller, gestionnaire...) mettra en œuvre tous les moyens à sa disposition pour vous satisfaire.

Si le mécontentement persiste, il vous proposera de vous adresser à son responsable qui analysera avec vous l'origine du problème et s'assurera de vous apporter une réponse dans les meilleurs délais.

Si la réponse ne vous satisfait toujours pas, vous pourrez vous adresser au service réclamations et qualité client MAAF que vous pouvez joindre :

Par courrier

MAAF Assurances
Service Réclamations et Qualité Client MAAF
79036 – NIORT CEDEX 09

Par courriel :

service.RECLAMATIONSETQUALITECLIENT@maaf.fr

Par téléphone :

05.49.17.53.00 de 08H30 à 12h30 et de 13H00 à 18H00
du lundi au vendredi (Hors juillet -août fermeture 17H30)

Dans tous les cas, vous recevrez un accusé de réception sous 10 jours ouvrables maximum à compter de la réception de votre réclamation sauf si une réponse vous est apportée dans ce délai. Le cas échéant, vous recevrez une réponse du service réclamations et qualité client MAAF au plus tard 2 mois après la réception de votre réclamation.

Si le désaccord persiste après la réponse donnée par le service réclamations et qualité client MAAF, **vous pourrez solliciter le médiateur du GEMA** (Groupement des Entreprises Mutuelles d'Assurances) : 9, rue de saint-Petersbourg – 75008 Paris.

Pour plus de détails sur la procédure de médiation, vous pouvez consulter le protocole de médiation sur www.gema.fr

Dans tous les cas, vous conservez la faculté de saisir le tribunal compétent.

DROIT APPLICABLE

La langue et la loi qui sont applicables entre vous et nous sont françaises.

Ce contrat est régi par le Code des Assurances. L'autorité chargée du contrôle de l'assureur est l'Autorité de Contrôle Prudentiel, 61 rue Taitbout, 75436 PARIS CEDEX 09

FONDS DE GARANTIE

Nous vous informons de l'existence ;

- du Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages (<http://www.fga.fr>)
- du Fonds de garantie des victimes d'actes de Terrorisme et d'autres infractions (<http://www.fgti.fr>)

INFORMATION PARTICULIÈRE CONCERNANT LA VENTE À DISTANCE

Les informations qui vous ont été données à l'occasion de la vente à distance de votre contrat revêtent un caractère commercial et sont valables jusqu'au 31 décembre de l'exercice en cours.

USAGE DU VÉHICULE ASSURÉ

Votre cotisation est établie en fonction de l'usage du véhicule. Vous avez déclaré

utiliser votre véhicule conformément à l'usage figurant sur votre fiche personnalisée d'assurance (Conditions Particulières) : cet usage doit, SOUS PEINE DES SANCTIONS PRÉVUES page 34, correspondre à son utilisation.

Toute modification de cette utilisation doit faire l'objet d'une déclaration dans les conditions prévues page 34.

DÉFINITIONS DES USAGES

■ Loisirs

Le véhicule peut être utilisé uniquement pour vos loisirs.

■ Promenade et Trajet-Travail

Le véhicule peut être utilisé pour des déplacements d'ordre privé et pour le trajet aller et retour du domicile au lieu de travail.

■ Affaires et Promenade

Le véhicule assuré peut être utilisé pour des déplacements d'ordre privé ou professionnel (à l'exception des véhicules nécessitant l'usage "TOUS DÉPLACEMENTS").

■ Tous Déplacements

Le véhicule assuré peut être utilisé pour l'une des professions suivantes : auto-école, démarcheur et courtier, représentant, visiteur médical, soins à domicile (infirmier, ...). Est exclu le transport public de marchandises.

VOTRE COEFFICIENT BONUS/MALUS

Signification du coefficient bonus/malus

C'est l'instrument de mesure de votre Bonus ou de votre Malus

■ **Lorsqu'il est inférieur à 1, il vous donne par différence votre taux de Bonus.**

Ex. : coefficient 0,80 = 20 % de Bonus.

■ **Lorsqu'il est supérieur à 1, il vous donne par différence votre taux de Malus.**

Ex. : coefficient 1,25 = 25 % de Malus.

Lors de la souscription de votre contrat il est mentionné sur votre fiche personnalisée d'assurance (Conditions Particulières). Affecté à la cotisation de référence, il est un des éléments de calcul de la cotisation que vous devez régler.

Les conditions d'application et d'évolution de ce coefficient Bonus/ Malus sont fixées par un arrêté ministériel qui s'impose à toutes les Sociétés d'Assurance. Cet arrêté a été modifié le 22/11/91.

Par dérogation aux dispositions légales (Art A 121-1 du code des assurances), nous appliquons également le coef. Bonus Malus aux quadricycles à moteur de plus de 80 cm³ et aux motos légères (cylindrée entre 80 cm³ et 125 cm³).

Comment évolue le coefficient bonus/malus ?

Le coefficient d'origine, c'est-à-dire celui affecté à un conducteur lors de sa première année d'assurance, est égal à 1. Celui qui figure sur votre fiche personnalisée d'assurance (Conditions Particulières) dépend de votre passé d'assurance. Il évolue à l'échéance, après chaque année d'assurance, en fonction du nombre de sinistres.

LE COEFFICIENT ÉVOLUE À LA BAISSÉ EN L'ABSENCE DE SINISTRE RESPONSABLE

Il est multiplié par 0,95 (ou par 0,93 si vous avez souscrit l'usage "TAXI" ou "TOUS DÉPLACEMENTS").

Ex. : Au 1/1/2011 : coefficient Bonus/Malus = 0,80 (soit 20 % de Bonus)

Au 1/1/2012 : coefficient Bonus/Malus = 0,80 x 0,95 = 0,76 (soit 24 % de Bonus)

Le coefficient Bonus/Malus ne peut être inférieur à 0,50 (50 % de Bonus).

LE COEFFICIENT ÉVOLUE À LA HAUSSE EN CAS DE SINISTRE RESPONSABLE

Chaque sinistre engageant la responsabilité de l'assuré entraîne, sauf exception*, une majoration :

■ **Si la responsabilité de l'assuré est totalement engagée, le coefficient est multiplié pour chaque sinistre par 1,25 (ou par 1,20 si vous avez souscrit l'usage "TOUS DÉPLACEMENTS").**

Ex. : Au 1/1/2011 : coefficient Bonus/Malus = 0,80 (soit 20 % de Bonus)

Si vous êtes entièrement responsable d'un sinistre au cours de l'année 2011 :

Au 1/1/2012 : coefficient Bonus/Malus = 0,80 x 1,25 = 1,00 (ni Bonus ni Malus)

Si vous êtes entièrement responsable de 2 sinistres au cours de l'année 2011 :

Au 1/1/2012 : coefficient Bonus/Malus = 0,80 x 1,25 x 1,25 = 1,25 (soit 25 % de Malus)

Les sinistres pris en compte pour le calcul de votre coefficient au 1/1/2012 sont ceux survenus du 1/11/2010 au 31/10/2011.

■ **Si la responsabilité de l'assuré n'est que partiellement engagée, la majoration est réduite de moitié : le coefficient est multiplié par 1,125 (ou 1,10 si vous avez souscrit l'usage "TOUS DÉPLACEMENTS").**

Le coefficient Bonus/Malus ne peut être supérieur à 3,50.

Après deux années consécutives sans sinistre, le coefficient appliqué ne peut être supérieur à 1,00.

* Exception

Aucune majoration n'est appliquée pour le premier sinistre survenu après une première période d'assurance d'au moins 3 ans au cours de laquelle le coefficient Bonus/Malus a été égal à 0,50.

(Pour plus de renseignements reportez-vous à la clause Bonus/Malus page 40).

Bonus/Malus

ARTICLE 1

Lors de chaque échéance annuelle du contrat, la cotisation due par l'assuré est déterminée en multipliant le montant de la cotisation de référence, telle qu'elle est définie à l'Article 2, par un coefficient dit "coefficient de réduction-majoration", fixé conformément aux Articles 4 et 5 suivants.

Le coefficient d'origine est de 1.

ARTICLE 2

La cotisation de référence est la cotisation établie par l'assureur pour le risque présentant les mêmes caractéristiques techniques que celles présentées par l'assuré et figurant au tarif communiqué par l'assureur au ministre chargé de l'Economie et des Finances dans les conditions prévues à l'Article R 310-6.

Les caractéristiques techniques concernent le véhicule, la zone géographique de circulation ou de garage, l'usage socio-professionnel ou le kilométrage parcouru, éventuellement la conduite exclusive du véhicule, ainsi que les réductions éventuelles figurant au tarif des entreprises d'assurance.

Cette cotisation de référence ne comprend pas les majorations éventuellement prévues pour les circonstances aggravantes énumérées à l'Article A 335-9-2 du Code des Assurances. En revanche, pour l'application des dispositions de la clause, cette cotisation de référence comprend la surprime éventuellement prévue pour les conducteurs novices à l'Article A 335-9-1 du Code des Assurances (1) ainsi que les réductions éventuelles mentionnées à l'Article A 335-9-3 (5).

ARTICLE 3

La cotisation sur laquelle s'applique le coefficient de réduction-majoration est la cotisation de référence définie à l'Article précédent, pour la garantie des risques de responsabilité civile, de dommages au véhicule, de vol, d'incendie, de bris des glaces et de catastrophes naturelles.

ARTICLE 4

Après chaque période annuelle d'assurance sans sinistre, le coefficient applicable est celui utilisé à la précédente échéance réduit de 5 %, arrêté à la deuxième décimale et arrondi par défaut (2) ; toutefois, lorsque le contrat garantit un véhicule utilisé pour un usage "Tournées" ou "Tous Déplacements", la réduction est égale à 7 %.

Le coefficient de réduction-majoration ne peut être inférieur à 0,50.

Aucune majoration n'est appliquée pour le premier sinistre survenu après une première période d'au moins trois ans au cours de laquelle le coefficient de réduction-majoration a été égal à 0,50.

ARTICLE 5

Un sinistre survenu au cours de la période annuelle d'assurance majore le coefficient de 25 % ; un second sinistre majore le coefficient obtenu de 25 %, et il en est de même pour chaque sinistre supplémentaire.

Le coefficient obtenu est arrêté à la deuxième décimale (3) et arrondi par défaut.

Si le véhicule assuré est utilisé pour un usage "Tournées" ou "Tous Déplacements", la majoration est égale à 20 % par sinistre.

La majoration est, toutefois, réduite de moitié lorsque la responsabilité du conducteur n'est que partiellement engagée, notamment lors d'un accident mettant en cause un piéton ou un cycliste.

En aucun cas le coefficient de réduction-majoration ne peut être supérieur à 3,50.

Après deux années consécutives sans sinistre, le coefficient applicable ne peut être supérieur à 1.

ARTICLE 6

Ne sont pas à prendre en considération pour l'application d'une majoration les sinistres devant donner lieu ou non à une indemnisation, lorsque :

1°) L'auteur de l'accident conduit le véhicule à l'insu du propriétaire ou de l'un des conducteurs désignés, sauf s'il vit habituellement au foyer de l'un de ceux-ci ;

2°) La cause de l'accident est un événement, non imputable à l'assuré, ayant les caractéristiques de la force majeure ;

3°) La cause de l'accident est entièrement imputable à la victime ou à un tiers.

ARTICLE 7

Le sinistre survenu à un véhicule en stationnement par le fait d'un tiers non identifié alors que la responsabilité de l'assuré n'est engagée à aucun titre, ou lorsque le sinistre met en jeu uniquement l'une des garanties suivantes : vol, incendie, bris de glace, n'entraîne pas l'application de la majoration prévue à l'Article 5 et ne fait pas obstacle à la réduction visée à l'Article 4.

ARTICLE 8

Lorsqu'il est constaté qu'un sinistre ne correspond pas à la qualification qui lui avait été donnée initialement, la rectification de la cotisation peut être opérée, soit par le moyen d'une quittance complémentaire, soit à l'occasion de l'échéance annuelle suivant cette constatation.

Aucune rectification de cotisation ne sera, toutefois, effectuée si la constatation est faite au-delà d'un délai de deux ans suivant l'échéance annuelle postérieure à ce sinistre.

ARTICLE 9

La période annuelle prise en compte pour l'application des dispositions de la présente clause est la période de douze mois consécutifs précédant de deux mois l'échéance annuelle du contrat.

Si le contrat est interrompu ou suspendu pour quelque cause que ce soit, le taux de réduction ou de majoration appliqué à l'échéance précédente reste acquis à l'assuré mais aucune réduction nouvelle n'est appliquée, sauf si l'interruption ou la suspension est au plus égale à trois mois.

Par exception aux dispositions précédentes, la première période d'assurance prise en compte peut être comprise entre neuf et douze mois.

ARTICLE 10

Le coefficient de réduction-majoration acquis au titre du véhicule désigné au contrat est automatiquement transféré en cas de remplacement de ce véhicule ou en cas d'acquisition d'un ou plusieurs véhicules supplémentaires.

Toutefois, le transfert de la réduction n'est applicable que si le ou les conducteurs habituels du ou des véhicules désignés aux Conditions Particulières du contrat demeurent les mêmes, sauf en cas de réduction du nombre des conducteurs.

ARTICLE 11

Si le contrat concerne un véhicule précédemment garanti par un autre assureur, le coefficient de réduction-majoration applicable à la première cotisation est calculé en tenant compte des indications qui figurent sur le relevé d'informations mentionné à l'Article 12 ci-après, et des déclarations complémentaires de l'assuré.

ARTICLE 12

L'assureur délivre au souscripteur un relevé d'informations lors de la résiliation du contrat par l'une des parties et dans les quinze jours à compter d'une demande expresse du souscripteur.

Ce relevé comporte notamment les indications suivantes :

- date de souscription du contrat ;
- n° d'immatriculation du véhicule ;
- nom, prénom, date de naissance, numéro et date de délivrance du permis de conduire du souscripteur et de chacun des conducteurs désignés au contrat ;
- nombre, nature, date de survenance et conducteur responsable des sinistres survenus au cours des cinq périodes annuelles précédant l'établissement du relevé d'informations, ainsi que la part de responsabilité retenue ;
- le coefficient de réduction-majoration appliqué à la dernière échéance annuelle ;
- la date à laquelle les informations ci-dessus ont été arrêtées.

ARTICLE 13

Le conducteur qui désire être assuré auprès d'un nouvel assureur s'engage à fournir à celui-ci le relevé d'informations délivré par l'assureur du contrat qui le garantissait précédemment, au souscripteur de ce contrat.

ARTICLE 14

L'assureur doit indiquer sur l'avis d'échéance ou la quittance remise à l'assuré :

- le montant de la cotisation de référence ;
- le coefficient de réduction-majoration prévu à l'Article A 121-1 du Code des Assurances ;
- la cotisation nette après application de ce coefficient ;
- la ou les majorations éventuellement appliquées conformément à l'Article A 335-9-2 du Code des Assurances (4) ;
- la ou les réductions éventuellement appliquées conformément à l'Article A 335-9-3 du Code des Assurances (5).

(1) Article A 335-9-1 du Code des Assurances :

En assurance de responsabilité civile automobile, la cotisation de référence visée à l'Article 2 de l'annexe à l'Article A 121-1, peut donner lieu pour les assurés ayant un permis de moins de trois ans et pour les assurés ayant un permis de trois ans et plus, mais qui ne peuvent justifier d'une assurance effective au cours des trois dernières années précédant la souscription du contrat, à l'application d'une surprime.

Cette surprime ne peut dépasser 100 % de la cotisation de référence.

Ce plafond est réduit à 50 % pour les conducteurs novices ayant obtenu leur permis de conduire dans les conditions visées à l'Article R 123-3 du Code de la Route.

Elle est réduite de la moitié de son taux initial après chaque année, consécutive ou non, sans sinistre engageant la responsabilité.

En cas de changement d'assureur, le nouvel assureur peut appliquer à l'assuré la même surprime que celle qu'aurait pu demander l'assureur antérieur en vertu des alinéas précédents.

La justification des années d'assurance est apportée, notamment, par le relevé d'informations prévu à l'Article 12 de la Clause Bonus/Malus ou tout autre document équivalent, par exemple, si l'assurance est souscrite hors de France.

(2) Exemple : après la première période annuelle, le coefficient est de 0,95 ; après la deuxième période annuelle, le coefficient est de 0,9025, arrêté et arrondi à 0,90 ; après la sixième période annuelle, le coefficient est de 0,722, arrêté et arrondi à 0,72 ; après la douzième période annuelle, le coefficient est de 0,513, arrêté et arrondi à 0,51.

(3) Exemple : après le premier sinistre, le coefficient est de 1,25 ; après le deuxième sinistre, le coefficient est de 1,5625, arrêté et arrondi à 1,56.

(4) Article A 335-9-2 du Code des Assurances :

En assurance de responsabilité civile automobile, peuvent seulement être ajoutées à la cotisation de référence modifiée, le cas échéant, par les surprimes ou les réductions mentionnées respectivement aux Articles A 335-9-1 et A 335-9-3 et par l'application de la clause de réduction-majoration, les majorations limitativement énumérées ci-après. Ces majorations ne peuvent pas dépasser les pourcentages maximaux suivants de la cotisation désignée ci-après :

- Pour les assurés responsables d'un accident et reconnus en état d'imprégnation alcoolique au moment de l'accident : 150 %.
- Pour les assurés responsables d'un accident ou d'une infraction aux règles de la circulation qui a conduit à la suspension ou à l'annulation du permis de conduire :
 - suspension de deux à six mois : 50 %,
 - suspension de plus de six mois : 100 %
 - annulation ou plusieurs suspensions de plus de deux mois au cours de la même période de référence telle qu'elle est définie à l'Article A 121-1 : 200 %.
- Pour les assurés coupables de délit de fuite après accident : 100 %.
- Pour les assurés n'ayant pas déclaré à la souscription d'un contrat une ou plusieurs des circonstances aggravantes indiquées ci-dessus ou n'ayant pas déclaré les sinistres dont ils ont été responsables au cours des trois dernières années précédant la souscription du contrat : 100 %.
- Pour les assurés responsables de trois sinistres ou plus au cours de la période annuelle de référence : 50 %.

Ces majorations sont calculées à partir de la cotisation de référence définie à l'Article 2 de la Clause Bonus/Malus, avant que celle-ci ne soit modifiée par la surprime prévue à l'Article A 335-9-1, ou par la réduction prévue à l'Article A 335-9-3, ou par l'application de la clause type de réduction-majoration des cotisations.

Le cumul de ces majorations ne peut excéder 400 % de la cotisation de référence ainsi définie.

Lorsque l'assuré justifie que la suspension ou l'annulation de son permis de conduire résulte, soit de la constatation de la conduite sous l'empire d'un état alcoolique, soit d'un délit de fuite, soit de ces deux infractions au Code de la Route, la majoration maximale fixée par l'assureur ne peut excéder, soit la majoration résultant, le cas échéant, de la somme des majorations du fait de ces infractions au Code de la Route, soit celle applicable pour la suspension ou l'annulation du permis de conduire.

Chaque majoration prévue au présent Article ne peut être exigée au-delà des deux années suivant la première échéance annuelle postérieure à la date à laquelle s'est produite la circonstance aggravante donnant lieu à la majoration.

(5) Article A 335-9-3 du Code des Assurances :

Abrogé par l'article 4 de l'Arrêté du 22 novembre 1991.

Catastrophes naturelles

Cette garantie n'est accordée que lorsque le véhicule assuré bénéficie d'une garantie dommages.

1 Objet de la garantie

La présente assurance a pour objet de garantir à l'assuré la réparation pécuniaire des dommages matériels directs non assurables à l'ensemble des biens garantis par le contrat ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel.

2 Condition de mise en jeu de la garantie

La garantie ne peut être mise en jeu qu'après publication au Journal Officiel de la République Française d'un Arrêté Interministériel ayant constaté l'état de Catastrophes Naturelles.

3 Étendue de la garantie

La garantie couvre le coût des dommages matériels directs subis par les biens assurés, à concurrence de la valeur fixée au contrat et dans les limites et conditions prévues par celui-ci.

4 Franchise

L'assuré conserve à sa charge une franchise fixée par le Code des Assurances et s'interdit de contracter une assurance pour la portion du risque constituée par cette franchise.

5 Obligation de l'assuré

L'assuré doit déclarer à l'assureur ou à son représentant local tout sinistre susceptible de faire jouer la garantie dès qu'il en a connaissance et au plus tard dans les dix jours suivant la publication de l'arrêté interministériel constatant l'état de catastrophes naturelles.

Quand plusieurs assurances contractées par l'assuré peuvent permettre la réparation des dommages matériels directs non assurables résultant de l'intensité anormale d'un agent naturel, l'assuré doit, en cas de sinistre et dans le délai mentionné au précédent alinéa, déclarer l'existence de ces assurances aux assureurs intéressés. Dans le même délai, il déclare le sinistre à l'assureur de son choix.

6 Nos obligations

Nous devons verser l'indemnité due au titre de la présente garantie dans un délai de trois mois, à compter de la date de remise par l'assuré de l'état estimatif des biens endommagés ou de la date de publication de l'Arrêté Interministériel constatant l'état de Catastrophes Naturelles, lorsque celle-ci est postérieure. A défaut, et sauf cas fortuit ou de force majeure, l'indemnité due porte, à compter de l'expiration de ce délai, intérêt au taux de l'intérêt légal.

Fonctionnement des garanties « responsabilité civile » dans le temps

ANNEXE DE L'ARTICLE A. 112 DU CODE DES ASSURANCES
FICHE D'INFORMATION RELATIVE AU FONCTIONNEMENT
DES GARANTIES "RESPONSABILITÉ CIVILE"
DANS LE TEMPS

Avertissement

La présente fiche d'information vous est délivrée en application de l'article L. 112-2 du Code des assurances.

Elle a pour objet d'apporter les informations nécessaires à une bonne compréhension du fonctionnement de la garantie de responsabilité civile dans le temps.

Elle concerne les contrats souscrits ou reconduits postérieurement à l'entrée en vigueur le 3 novembre 2003 de l'article 80 de la loi n° 2003-706. Les contrats souscrits antérieurement font l'objet de dispositions particulières précisées dans la même loi.

Comprendre les termes

Fait dommageable :

Fait, acte ou événement à l'origine des dommages subis par la victime et faisant l'objet d'une réclamation.

Réclamation :

Mise en cause de votre responsabilité, soit par lettre adressée à l'assuré ou à l'assureur, soit par assignation devant un tribunal civil ou administratif. Un même sinistre peut faire l'objet de plusieurs réclamations, soit d'une même victime, soit de plusieurs victimes.

Période de validité de la garantie :

Période comprise entre la date de prise d'effet de la garantie et, après d'éventuelles reconductions, sa date de résiliation ou d'expiration.

Période subséquente :

Période se situant après la date de résiliation ou d'expiration de la garantie. Sa durée est précisée par le contrat. Elle ne peut être inférieure à cinq ans.

Si votre contrat garantit exclusivement votre responsabilité civile vie privée, reportez-vous au I.

Sinon, reportez-vous au I et au II.

I. - Le contrat garantit votre responsabilité civile vie privée

En dehors de toute activité professionnelle, la garantie est déclenchée par le fait dommageable.

L'assureur apporte sa garantie lorsqu'une réclamation consécutive à des dommages causés à autrui est formulée et que votre responsabilité ou celle des autres personnes garanties par le contrat est engagée, dès lors que le fait à l'origine de ces dommages est survenu entre la date de prise d'effet et la date de résiliation ou d'expiration de la garantie. La déclaration de sinistre doit être adressée à l'assureur dont la garantie est ou était en cours de validité au moment où le fait dommageable s'est produit.

II. - Le contrat garantit la responsabilité civile encourue du fait d'une activité professionnelle

Le contrat d'assurance doit préciser si la garantie est déclenchée par le "fait dommageable" ou si elle l'est par "la réclamation".

Lorsque le contrat contient à la fois des garanties couvrant votre responsabilité civile du fait d'activité professionnelle et des garanties couvrant votre responsabilité civile vie privée, ces dernières sont déclenchées par le fait dommageable (cf. I).

Certains contrats, pour lesquels la loi prévoit des dispositions particulières, dérogent cependant à cette disposition ; c'est le cas par exemple en matière d'assurance décennale obligatoire des activités de construction.

1. Comment fonctionne le mode de déclenchement par "le fait dommageable" ?

L'assureur apporte sa garantie lorsqu'une réclamation consécutive à des dommages causés à autrui est formulée et que votre responsabilité ou celle des autres personnes garanties par le contrat est engagée, dès lors que le fait à l'origine de ces dommages est survenu entre la date de prise d'effet et la date de résiliation ou d'expiration de la garantie.

La déclaration de sinistre doit être adressée à l'assureur dont la garantie est ou était en cours de validité au moment où le fait dommageable s'est produit.

2. Comment fonctionne le mode de déclenchement "par la réclamation" ?

Quel que soit le cas, la garantie de l'assureur n'est pas due si l'assuré avait connaissance du fait dommageable au jour de la souscription de celle-ci.

2.1. Premier cas : la réclamation du tiers est adressée à l'assuré ou à l'assureur pendant la période de validité de la garantie souscrite.

L'assureur apporte sa garantie, même si le fait à l'origine du sinistre s'est produit avant la souscription de la garantie.

2.2. Second cas : la réclamation est adressée à l'assuré ou à l'assureur pendant la période subséquente.

Cas 2.2.1. : l'assuré n'a pas souscrit de nouvelle garantie de responsabilité déclenchée par la réclamation couvrant le même risque.

L'assureur apporte sa garantie.

Cas 2.2.2. : l'assuré a souscrit une nouvelle garantie de responsabilité déclenchée par la réclamation auprès d'un nouvel assureur couvrant le même risque.

C'est la nouvelle garantie qui est mise en œuvre, sauf si l'assuré avait connaissance du fait dommageable au jour de la souscription de celle-ci, auquel cas, c'est la garantie précédente qui intervient.

Aussi, dès lors qu'il n'y a pas d'interruption entre deux garanties successives et que la réclamation est adressée à l'assuré ou à son assureur avant l'expiration du délai subséquent de la garantie initiale, l'un des deux assureurs est nécessairement compétent et prend en charge la réclamation.

Lorsque la garantie initiale est déclenchée pendant la période subséquente, le plafond de l'indemnisation ne peut être inférieur à celui de la garantie déclenchée pendant l'année précédant la date de sa résiliation ou de son expiration.

3. En cas de changement d'assureur.

Si vous avez changé d'assureur et si un sinistre, dont le fait dommageable est intervenu avant la souscription de votre nouveau contrat, n'est l'objet d'une réclamation qu'au cours de votre nouveau contrat, il faut déterminer l'assureur qui vous indemniserà. Selon le type de contrats, l'ancien ou le nouvel assureur pourra être valablement saisi. Reportez-vous aux cas types ci-dessous.

3.1. L'ancienne et la nouvelle garantie sont déclenchées par le fait dommageable.

La garantie qui est activée par la réclamation est celle qui est ou était en cours de validité à la date de survenance du fait dommageable.

3.2. L'ancienne et la nouvelle garantie sont déclenchées par la réclamation.

Votre ancien assureur devra traiter la réclamation si vous avez eu connaissance du fait dommageable avant la souscription de votre nouvelle garantie. Aucune garantie n'est due par votre ancien assureur si la réclamation vous est adressée ou l'est à votre ancien assureur après l'expiration du délai subséquent.

Si vous n'avez pas eu connaissance du fait dommageable avant la souscription de votre nouvelle garantie, c'est votre nouvel assureur qui accueillera votre réclamation.

3.3. L'ancienne garantie est déclenchée par le fait dommageable et la nouvelle garantie est déclenchée par la réclamation.

Si le fait dommageable s'est produit pendant la période de validité de l'ancienne garantie, c'est l'ancien assureur qui doit traiter les réclamations portant sur les dommages qui résultent de ce fait dommageable.

Dans l'hypothèse où le montant de cette garantie serait insuffisant, la garantie nouvelle déclenchée par la réclamation sera alors amenée à compléter cette insuffisance pour autant que vous n'ayez pas eu connaissance du fait dommageable avant la date de souscription de votre nouvelle garantie.

Si le fait dommageable s'est produit avant la prise d'effet de l'ancienne garantie et est demeuré inconnu de l'assuré à la date de souscription de la nouvelle garantie, c'est le nouvel assureur qui doit traiter les réclamations portant sur les dommages qui résultent de ce fait dommageable.

3.4. L'ancienne garantie est déclenchée par la réclamation et la nouvelle garantie est déclenchée par le fait dommageable.

Si le fait dommageable s'est produit avant la date de souscription de la nouvelle garantie, c'est l'ancien assureur qui doit traiter les réclamations. Aucune garantie n'est due par votre ancien assureur si la réclamation est adressée à l'assuré ou à votre ancien assureur après l'expiration du délai subséquent.

Si le fait dommageable s'est produit pendant la période de validité de la nouvelle garantie, c'est bien entendu l'assureur de cette dernière qui doit traiter la réclamation.

4. En cas de réclamations multiples relatives au même fait dommageable.

Un même fait dommageable peut être à l'origine de dommages multiples qui interviennent ou se révèlent à des moments différents. Plusieurs réclamations ont alors vocation à être successivement adressées par les différents tiers concernés. Dans ce cas, le sinistre est considéré comme unique. En conséquence, c'est le même assureur qui prend en charge l'ensemble des réclamations.

Si le fait dommageable s'est produit alors que votre contrat était déclenché sur la base du fait dommageable, c'est donc votre assureur à la date où le fait dommageable s'est produit qui doit traiter les réclamations.

Si vous n'étiez pas couvert sur la base du fait dommageable à la date du fait dommageable, l'assureur qui doit être désigné est celui qui est compétent, dans les conditions précisées aux paragraphes II-1, II-2 et II-3 ci-dessus, au moment de la formulation de la première réclamation.

Dès lors que cet assureur est compétent au titre de la première réclamation, les réclamations ultérieures seront alors traitées par ce même assureur, quelle que soit la date à laquelle ces réclamations sont formulées, même si la période subséquente est dépassée.

LES DÉFINITIONS S'APPLIQUENT À L'ENSEMBLE DES GARANTIES DU CONTRAT

ACCESOIRES HORS SÉRIE

Éléments ajoutés et **fixés** à votre véhicule après sa sortie d'usine ou des ateliers de l'importateur.

AMÉNAGEMENTS PROFESSIONNELS

Éléments ou parties de votre véhicule, **fixés** à celui-ci, destinés à permettre ou faciliter l'exercice de votre activité professionnelle.

ASSURÉ

Personne bénéficiant des garanties du contrat.

CARTE VERTE

Document remis lors de la souscription du contrat et après chaque échéance, servant d'attestation d'assurance et vous permettant de voyager à l'étranger dans les pays où la mention n'a pas été rayée sur celle-ci.

CHÈQUE DE BANQUE

Chèque émis par une banque et dont la provision est certaine.

CODE DES ASSURANCES (C.D.A.)

C'est l'ouvrage qui regroupe l'ensemble des textes régissant l'activité de l'assurance, notamment les obligations de l'assuré et de l'assureur.

CONJOINT

C'est l'époux non séparé de corps, le partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou le concubin, ce dernier étant en mesure d'établir qu'il a durablement créé une communauté maritale de vie, d'intérêts, de biens avec l'assuré.

DÉCHÉANCE

C'est une sanction qui frappe l'assuré qui ne remplit pas ses obligations après un sinistre : il ne reçoit pas l'indemnité prévue.

DISPOSITIF ANTIVOL MÉCANIQUE

Chaîne, cadenas, U, bloque/disque, bloque/chaîne.

ECHÉANCE

C'est le point de départ d'une période annuelle d'assurance et c'est la date à laquelle vous devez payer votre cotisation pour être assuré l'année à venir.

ÉTAT ALCOOLIQUE

L'état alcoolique se définit par le taux d'alcoolémie à partir duquel le conducteur peut faire l'objet d'une sanction pénale.

FRANCHISE

C'est la part des dommages restant à la charge de l'assuré.

GARDIEN

Personne qui possède les pouvoirs d'usage, de direction ou de contrôle sur le véhicule.

INVALIDITÉ PERMANENTE

C'est le déficit physiologique résultant des blessures consécutives au sinistre.

OPTIONS

Éléments modifiant ou améliorant le véhicule de série et qui ont été proposés et montés par le constructeur ou l'importateur.

PRÉPOSÉ

Personne qui accomplit un acte ou une fonction déterminée sous la direction ou le contrôle d'une autre.

PRÊT DE GUIDON

Conduite du véhicule assuré par une autre personne que celle(s) désignée(s) sur votre fiche personnalisée d'assurance (Conditions Particulières).

SINISTRE

Réalisation d'un événement pouvant entraîner l'application des garanties du contrat.

STUPÉFIANTS

Substances ou plantes classées comme telles et qui exposent le conducteur qui en a fait usage à des sanctions pénales.

TIERS

Toute personne autre que l'assuré.

VALEUR D'ACQUISITION

C'est le prix du véhicule de série, des options éventuelles (cf. définition), des frais de préparation et de transport figurant sur la facture d'achat déduction faite des remises obtenues.

VALEUR DE REMPLACEMENT

La valeur du véhicule assuré, au jour du sinistre, établie à dire d'expert.

VÉHICULE DE SÉRIE

Le véhicule, tel qu'il est prévu au catalogue du constructeur ou de l'importateur.

VÉTUSTÉ

Dépréciation provoquée par l'effet de facteurs tels que l'âge, l'utilisation...

VOUS

Le souscripteur du présent contrat désigné sur la fiche personnalisée d'assurance (Conditions Particulières) ou toute autre personne qui lui serait substituée par accord des parties ou du fait du décès du souscripteur précédent.



la référence qualité prix

MAAF Assurances SA

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160 000 000 euros entièrement versé - Entreprise régie par le code des assurances
RCS NIORT 542 073 580 - N° TVA intracommunautaire FR 38 542 073 580 - Code APE 6512 Z

Siège social : Chaban - 79180 CHAURAY - Adresse : Chauray - 79036 NIORT Cedex 09 - www.maaf.fr